

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 3 DECEMBRE 1970
N° 475, 1,50 F



Nos libertés en danger

Au Sommaire

Répression

Le ministre de l'Ordre, M. Marcellin, est continuellement en éveil. Que ce soit à Saint-Etienne-du-Rouvray (page 5) où des jeunes travailleurs se sont rendus coupables d'avoir troublé un bal, à Meulan (page 7) où des militants du groupe Vive la Révolution ont dénoncé avec force un trafic illégal sur l'embauche de travailleurs immigrés, ou à Paris (page 6) où Alain Geismar vient d'être à nouveau lourdement condamné, la machine policière et judiciaire tourne sans répit.

Municipales

Le débat que le P.S.U. a engagé sur l'attitude à prendre face à cette échéance électorale ne doit pas être abstrait. C'est souvent dans le domaine de l'information des travailleurs sur les problèmes réels qui se posent dans la commune que les notables sont le plus insuffisants. Aussi, les initiatives prises par nos groupes militants à Fécamp (page 10) et à Nîmes (page 11) méritent d'être connues.

Vie quotidienne

Le phénomène de la révolution culturelle est, sans doute, l'un des plus importants qui soient soumis à la réflexion du mouvement ouvrier. Gérard Féran a lu le livre de Jean Daubier. Il en relève tout l'intérêt. Mais aussi, à travers ce témoignage, il soulève quelques problèmes théoriques graves (page 17).

Chine

La place de la « révolution sexuelle » dans le processus révolutionnaire, le rôle de la famille, le travail des femmes, telles sont quelques-unes des questions que Michèle Descolanges a posées à Jean Gondouneau qui vient d'être élu secrétaire général du Mouvement français pour le planning familial.

TRIBUNE CULTURELLE



Une atmosphère déprimante et sordide

Alain Moutot

La censure avait d'abord interdit à l'exploitation le film américain de Roger Corman « Bloody Mama ». Le film se voyait accusé de constituer « une suite ininterrompue de meurtres et de violences qui se déroulent dans une atmosphère déprimante et sordide ». Qu'en est-il exactement ?

Corman s'était fait une spécialité d'adapter à l'écran des œuvres assez abstraites de E. Poe. Le résultat traduisait un savoir certain pour rendre des ambiances de cauchemars lancinants et de terreurs intérieures. Avec « Bloody Mama » l'angoisse se révèle d'un épisode historique très concrètement situé :

Une belle époque !

Bloody Mama est l'histoire d'un personnage intentionnellement ressemblant au modèle réel qui l'a inspiré : Kate Baker, fermière devenue ennemie publique numéro 2 (après Dillinger).

Après avoir végété misérablement avec ses quatre fils dans son Arkansas natal, Kate est décidée d'en finir avec la condition quasi famélique que la société et les lois lui font subir. Car chez cette femme,

vouée à servir de mère nourricière à des enfants pourtant âgés, la croyance en l'argent est élevée au rang de religion.

Aussi de l'Arkansas à la Floride en passant par le Kansas, le trajet de cette monstrueuse famille est parsemé de vols, de meurtres et de tortures, traités dans ce style onirique propre à Corman. Mais pour sortir des règles du jeu bourgeois, il faut payer le prix fort. Dans une espèce de sursaut affreux, Kate réalise que « si l'enfer est à elle » elle a enfanté une portée de monstres. Mais il est trop tard. Le pavillon que la famille occupe en Floride après avoir rançonné un riche industriel est cerné par les forces du F.B.I. Dans une horrible boucherie, la maisonnée est anéantie, sous les yeux amusés des promeneurs, trop contents de profiter du spectacle de la violence sans la subir.

« Ma Baker n'est pas une héroïne et ses fils ne sont pas des héros. Sa révolte n'est pas une vraie révolte. Les gangsters n'ont jamais été des Robins des Bois ou des cavaliers sans peur. Il fallait détruire ce mythe pour déterrer les racines de la violence » (R. Corman à B. Tavernier).

Les racines de la violence

En effet, les bandes d'actualités insérées habilement dans le film indiquent que ce temps-là est le temps des vaches maigres pour les U.S.A... L'Amérique de la dépression est aussi celle de la répression des manifestations de chômeurs, des défilés du prolétariat où des poings levés apparaissent.

Un humour noir pimente tout le film : les relations sexuelles entre les membres de la même famille, le mépris du bourgeois portent à rire. En fait ils ne font que mettre un accent acide sur les responsabilités d'une société qui a engendré la violence. Celle-ci n'est jamais gratuite et ne constitue pas un article de consommation.

La mère abusive du film, campée par Shelluy Winters avec toute la gouaille requise par le thème devient le symbole d'une matrone oppressive du monde qui l'entoure. Elle aurait bien sa place sur le piédestal qui porte la statue de la liberté.

En fin de compte, sans le vouloir la censure française a défini la société dénoncée plutôt qu'elle n'a accusé le film. C'est une sorte d'hommage involontaire à l'œuvre de Corman. □

Cie Théâtre du Soleil, 40 comédiens-animateurs, recherche Paris ou proche banlieue, pour février-avril 1971 gymnase avec gradins (1.000-1.200 places) pour représentations création collective « 1789 LA REVOLUTION » créée à Milan en novembre 70. Toutes propositions à envoyer à « Tribune Socialiste » qui transmettra.

« 1789 - LA REVOLUTION » : ce travail collectif qui a duré 6 mois n'a pas trouvé de lieu en France pour sa création. Il a fallu que le Théâtre du Soleil se rende

en Italie pour jouer ce spectacle. Paolo Grassi, directeur du Piccolo Teatro de Milan, l'a accueilli (il en fera de même pour Patrice Chéreau). Grassi a trouvé à Milan un gymnase convenant à la pièce, il a fait reporter une finale de basket-ball pour que Ariane Mnouchkine et ses comédiens puissent présenter leur spectacle. Verra-t-on cela en France ? Comme le note Emile Copfermann dans « Les lettres françaises » : Chacun sait que les élections municipales absorbent les énergies au point qu'aucun faux pas culturel-théâtral

n'est toléré. » Seul, le Théâtre de Sartrouville accueillera le spectacle pour 5 représentations en avril 71.

Le Théâtre du Soleil recherche donc, pour le printemps 71, un lieu suffisamment grand pour jouer le spectacle. Criblés de dettes, les comédiens ne capitulent pas : une volonté extraordinaire les anime. Ils souhaitent vivement trouver une salle. Qui leur proposera un gymnase, afin qu'ils puissent présenter ce spectacle, sans aucun doute événement théâtral de l'année 71 et dont nous reparlerons bientôt. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolanges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Les documents-photo insérés dans ce numéro ont été fournis par les agences suivantes : Nogier, AGIP, ADNP, AFP, Collombert, ainsi que puisés dans nos archives.

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE A
UN MARIN GREC OU A
UN PILOTE DE LIGNE ?

Petite annonce

Un accord dont il faudra remplir les blancs

Serge Mallet

L'accord conclu au moment où nous mettons sous presse entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ne peut, en aucune manière, s'apparenter à un acte d'unité d'action signé entre les deux Centrales en 1967 et que le grand mouvement de Mai 68 fit voler en éclats. On peut même dire, que, par ses limites et par ses silences, cet accord consacre l'évolution en sens inverse que font, depuis 1968, les deux principales organisations syndicales françaises.

Cet accord aurait certes un tout autre sens si les dirigeants de la C.F.D.T. avaient accepté d'ouvrir la discussion au moment où le camarade Georges Séguy les en pressait si vivement, lors de cette rentrée de septembre où le secrétaire général de la C.G.T. se flattait de passer avec le patronat un « Grenelle à froid » qui aurait consacré en France la « participation conflictuelle » telle que la pratique *L'American Federation of Labor*.

Le texte commun constate avec regret « l'attitude négative du patronat et du gouvernement », mais se garde bien de relancer l'idée d'une grande négociation « au sommet ». Que les quelques camarades qui ont regretté le style un peu vif de « notre intervention » lors de l'imprudente initiative du camarade Séguy fassent aujourd'hui le constat : implicitement (car l'autocritique n'est pas plus de tradition rue La Fayette qu'au Carrefour de Châteaudun). La C.G.T. renonce à faire sanctionner par un grand « bargaining » (1) entre syndicats et patronat la « planification » des revendications sociales. La « paix sociale », un instant entrevue, l'Édit de Nantes entre la bourgeoisie et le syndicalisme assurant à chacun le respect mutuel de ses prérogatives et de ses places fortes, ne sont pas pour demain. L'accord C.G.T.-C.F.D.T., dans son imprécision voulue, a ceci d'excellent qu'il laisse — qu'il appelle même — « à l'initiative de la base », pour développer l'action à tous les niveaux, laissant aux fédérations le soin de coordonner celles-ci.

Ce texte prudent marque évidemment les profondes divergences qui continuent de séparer les deux organisations sur la nature et la forme des actions revendicatives de masse. La C.F.D.T. n'a pas encore « digéré » les attaques violentes publiées par la presse du P.C. et de la C.G.T. contre les « grèves-thromboses », du type Sollac ou Berliet, de même qu'elle ne se sent plus en mesure de laisser se renouveler des défaites du genre de la grève de Merlebach, « négociation-

bidon » imposée par surprise aux grévistes par la Fédération C.G.T. du sous-sol. En conditionnant de fait l'ouverture de toutes discussions au développement généralisé de l'action à la base, l'accord interdit pratiquement à la C.G.T. de « condamner », comme elle l'a fait si souvent ces temps derniers, « ces grèves aventuristes » dont le seul caractère aventurier semble, à en juger par leurs résultats, d'avoir échappé à l'initiative des fédérations syndicales. De ce point de vue, l'accord, s'il est intelligemment utilisé, peut effectivement, parce qu'il lève le poids des « interdits » syndicaux, débloquent des centaines de luttes qu'il faudra bien maintenant soutenir et assumer...

Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Il est évident que rien n'indique comment sera assurée la coordination des luttes et tout le monde sait que c'est encore là un point essentiel de conflit.

Les cinq points retenus par l'accord sur le contenu des revendications relèvent eux aussi de la même ambiguïté : l'opposition des deux centrales sur le problème de la hiérarchisation des augmentations de salaires n'a, on le sait, rien de tactique : il s'agit bel et bien d'un débat de fond sur la conception même du rôle de l'organisation syndicale en système capitaliste. Celle-ci doit-elle se contenter, ce qu'implique la notion de hiérarchisation, de copier servilement les structures de la division sociale du travail et de l'organisation capitaliste du travail, en se contentant d'ajouter quelques centimes à chaque échelon ou doit-elle tendre à une plus grande homogénéité de la classe ouvrière, en dénonçant les barrières artificiellement dressées entre les diverses catégories de salariés ? L'accord, s'il laisse quelques possibilités d'actions non hiérarchisées, est muet sur l'énorme problème de la lutte contre les formes « déguisées » de salaires — primes au rendement, productivité etc. — formes de salaires depuis longtemps dépassées par l'organisation technique de la production et qui n'ont plus d'autre objet que de morceler à l'infini la rémunération ouvrière, de faire de la feuille de paye un indéchiffrable rébus qui nécessite le recours à un véritable « professionnel » syndical.

Mais en insistant par contre sur l'importance des luttes pour la réduction de la journée de travail, il peut là aussi permettre aux luttes pour le contrôle sur les cadences, les rythmes de production, les systèmes d'organisation du travail, de se développer dans « la légalité syndicale ».



Il serait tout à fait absurde de se priver de cette arme supplémentaire. De même qu'il dépend des travailleurs de faire de « l'heure d'information » syndicale le lieu de débat permanent entre la base et l'appareil syndical, débouchant sur cette pratique de la démocratie ouvrière expérimentée par nos camarades métallurgistes italiens.

Cet accord finalement est un constat : il dissipe fort heureusement les rêves « participationnistes » que se forgeaient ici et là des syndicats en mal de bonnes manières. Il consacre du même coup ce que nous ne cessons de répéter ici : que c'est par l'articulation et la coordination des formes d'action inventées à la base contre les formes diverses de l'exploitation capitaliste que la classe ouvrière peut arracher des succès limités, mais réels : mieux vaut baisser les cadences que d'obtenir quelques centimes fictifs qui seront rattrapés par une augmentation de la productivité, donc de la dépense en énergie et en santé du travailleur.

Mais il marque du même coup les limites de l'action syndicale. Dans ses formes actuelles, gênée par ses légalismes, ses traditions, sa pratique de professionnelle de la négociation, elle ne peut assurer la coordination effective des luttes, sitôt que celles-ci débouchent sur la contestation réelle du système capitaliste. Car cette coordination implique que soit alors dépassé le cadre légaliste de l'entreprise ou de la catégorie, implique que soient clairement formulés des objectifs inintégrables — tels le contrôle ouvrier permanent sur l'organisation du travail, la productivité, les normes du salaire, etc. C'est là le rôle de ces assemblées populaires de base, où se confondent l'élaboration de la revendication syndicale anticapitaliste et la formation de la conscience politique des luttes. Ce prolongement nécessaire de l'action syndicale — prolongement sans lequel il n'y aura pas d'action syndicale victorieuse. Mai 68 a prouvé que c'est seulement lorsque les problèmes du pouvoir capitaliste dans l'entreprise et dans l'État sont posés que celui-ci est prêt à lâcher du lest. D'où le piétinement des revendications « normales » : trop modérées pour faire peur, elles n'incitent pas le patronat à « lâcher » le peu qu'on lui demande si gentiment. Face au patronat, nous n'aurons que ce que nous prendrons : c'est à la classe ouvrière en lutte de remplir les « blancs » de cet accord syndical.

(1) « Bargaining » : Litt. marchandage. Se dit couramment aux U.S.A. pour désigner les négociations paritaires au sommet.

Le point de vue d'un communiste (*)

Lettre à Alain Guérin de l'Humanité

Ta grande enquête sur le vrai visage des gauchistes, publiée ces jours-ci dans « L'Huma », est vraiment remarquable. Le sujet avait déjà tenté de bons auteurs, tels Léo Figuières et Claude Prévost, mais tu les as dépassés. Ta tâche était pourtant difficile car les apparences sont bien trompeuses, mais tu t'es joué des difficultés. Que les matraquages, les interdictions de journaux, les millions de francs d'amendes, les années de prison qui s'abattent en ce moment sur les gauchistes soient autant de manifestations de la complaisance du pouvoir à leur égard, autant de preuves qu'ils font le jeu de ce pouvoir, cela est certes une vérité, mais une vérité qui, hélas, ne pénètre pas encore suffisamment dans la conscience de tous les travailleurs. Il faut éclairer ceux-ci. Tes arguments à la fois logiques et sub-

tils y contribueront sans aucun doute.

Tu sais convaincre. Quand tu écris, par exemple : « Il est de notoriété publique que la police porte aux gauchistes un intérêt certain », tu énonces un fait incontestable. Il serait aussi absurde de nier ce fait que de nier l'intérêt porté par le pêcheur aux poissons, par le chasseur au gibier. Le tout, pour un marxiste, est de ne pas être dupe des apparences et de dévoiler, comme tu le fais, le fond des choses. Or il est clair que les poissons font le jeu du pêcheur et le gibier le jeu du chasseur puisque sans poissons et sans gibier il n'y aurait ni pêche ni chasse. De même, si les journaux gauchistes sont interdits ou poursuivis, c'est précisément parce qu'ils sont les complices de la police. Et si une enquête comme la tienne paraît

tranquillement, c'est précisément parce qu'elle gêne la police en désignant ses complices par leurs noms et leurs adresses.

Bien entendu — et tu le soulignes à juste titre — il ne faut pas confondre le simple gauchiste qui trinque parce qu'il est de bonne foi avec ses dirigeants pleins de duplicité comme Alain Geismar que le pouvoir se garde bien d'inquiéter, et pour cause. Geismar est un ennemi du peuple, J.-F. Dominique l'a écrit en toutes lettres dans « L'Huma ». Et les ennemis du peuple, quand nous aurons le pouvoir, nous saurons les mettre hors d'état de nuire, comme le fit notre grand Staline.

Ceci dit, il faut dévoiler les racines historiques profondes du gauchisme. Puisque tu as signalé un acte aussi nuisible à l'union des forces démocratiques que l'odieuse sabotage des cloches de la cathédrale d'Angers, tu aurais dû le rattacher à son précédent historique le plus célèbre : le vol des cloches de Notre-Dame par le gauchiste Gargantua, raconté par Rabelais. Simple oubli de détail qui n'enlève rien au sérieux de ton enquête.

Il ne t'a pas échappé non plus que certains gauchistes ont des noms à particule, ni que la fille d'un capitaliste a participé au lancement de « L'Idiot International ». En effet, c'est très louche, d'autant que cela n'est pas la première fois que de telles choses se passent. Tu aurais dû rappeler que dès le siècle dernier, un industriel allemand, le nommé Friedrich E., consacrait déjà ses profits à financer les activités d'un gauchiste aux cheveux longs, Karl M., dont la femme était une aristocrate, Jenny von W. Ce n'est certes pas dans notre parti qu'on aurait fait d'un marquis Jacques de S. l'administrateur de « L'Huma » ni d'une Francette L., fille d'une famille de banquiers, un membre du comité central.

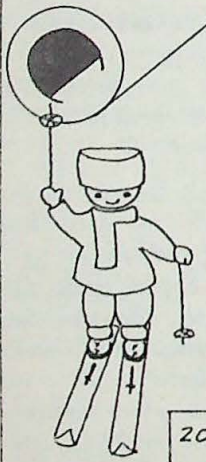
Soyons vigilants, tu as mille fois raison de le dire. C'est seulement grâce à notre vigilance — et à des articles du genre des tiens — que nous avons pu, dans le passé, montrer aux travailleurs les vrais visages de gens comme Nicolas B, Grigori Z. et le maréchal T. en Union Soviétique, Traitcho K. en Bulgarie, Laszlo R. en Hongrie, Rudolf S. en Tchécoslovaquie. Comme les gauchistes d'aujourd'hui, ces gens-là se prétendaient pourtant révolutionnaires et étaient allés jusqu'à se faire mettre en prison par la

bourgeoisie pour donner le change, mais nous n'avons pas été dupes : tous ont été fusillés ou pendus. Un seul Arthur L., a réchappé de la juste vindicte de son peuple dûment éclairé, ce qui lui permet à présent de calomnier la justice socialiste. Soyons vigilants, comme celui de tes confrères, aujourd'hui défunt, qui fut après guerre le correspondant de « L'Huma » à Varsovie, et qui avait fait abattre dans le maquis de la Haute-Loire ceux de ses propres F.T.P. qu'il avait étiquetés comme trotskystes. « Une vraie boucherie », racontent aujourd'hui les camarades qui furent les témoins de sa vigilance.

Soyons vigilants car la police qui s'infiltré dans les groupuscules gauchistes, peut très bien s'infiltrer aussi, comme elle le fit avec Doriot et Gitton, jusqu'au sommet d'un parti authentiquement révolutionnaire comme le nôtre. Heureusement que nous épluchons la biographie du moindre secrétaire de section et que nous ne confions les responsabilités qu'à ceux dont le passé est sans tache. Ce n'est pas dans notre parti qu'on pourrait voir se glisser à la responsabilité suprême un individu qui, par exemple, serait aller travailler de son plein gré pour les nazis dès 1942, alors qu'il n'y avait encore ni S.T.O., ni recensement, ni réquisitions, ni rafles. Car, comme tu l'écris si bien, « même l'esprit le plus simple se dit que des gens mis en cause dans de tels imbroglios peuvent difficilement empêcher que la police ait barre sur eux. » Nous n'aurions pas exclu un Jean Coin, un Chaintron, un Tillon pour mettre à la tête du parti un individu de cette sorte.

Tu es vigilant. Grâce à toi, nous avons appris une chose que nous ne soupçonnions pas, tant elle est nouvelle : que la police cherche à placer ses indicateurs dans le mouvement révolutionnaire. Grâce à toi nous n'ignorons plus que la femme de ménage de Krivine a un gendre sergent de ville à Pamiers et la concierge de Geismar un neveu contractuel à Palavas. Je crains seulement que tes révélations ne fassent tomber « L'Huma », comme un vulgaire « Hara-kiri » sous le coup des lois sur la presse enfantine.

(*) Un ancien interné politique, ancien officier F.T.P., membre du Parti depuis le 13 mai 1958 (un jour où on ne se bousculait pas à l'entrée), dirigeant syndical C.G.T.



hiver 70-71

DECOUVERTE ET CULTURE

94 rue notre dame des champs paris 6° tél: 325 0009

- Organise des débats
sur les pays visités durant l'été 70.
- Rencontre des militants étrangers
- S'installe à LA MEIJE (2000m)
Le style de la Meije c'est l'autogestion et l'autoorganisation

200F = SEJOUR D'UNE SEMAINE + REMONTEES ILLIMITEES
+ 2H DE COURS DE SKI PAR JOUR

- Part à la découverte de la Palestine
14 jours à Beyrouth du 3 au 16 avril • Prix: 1195F
avec possibilité de circuit à Damas, en Syrie, à Jibita, Biblos, Tripoli, Les Cèdres, Tyr, Sidon, Breit Eddine, Balbeck. (avec supplément)
- Part faire du ski en Tchécoslovaquie
à Lanske-Lazne dans les Monts des Géants.
Pension complète + voyage en avion + une journée à Prague:
Prix basse saison: 670F Réductions enfants
- Part faire du ski à Vars (1850m)
au chalet des Saluces en famille: dortoirs, studios...
Prix à partir de 140F pour un séjour d'une semaine.
- Monte à cheval en Haute Provence
pendant les vacances de Pâques
Prix: 520F pour 15 jours.
- Essaim en Province
délégué de découverte et culture pour la région Sud-Est:
André Barthélémy 78 bis rue du 8 Mai 45-69-Villerbanne. • tél: 84-81-24

La jeunesse ouvrière victime de la répression



Le 5 novembre, onze jeunes travailleurs de St-Etienne-du-Rouvray ont été condamnés à des peines de prison ferme. Trois ont été relaxés dont deux ont croupi trois mois d'été en détention « provisoire »... et perdu leur emploi.

Que leur reprochait-on ?

Le soir du 13 juillet, des militants maoïstes organisent un « bal sauvage ». Un peu plus loin, la municipalité P.C.F. a installé le bal officiel. Une banderole y appelle à « l'union des républicains et des démocrates pour la défense des libertés ». A la fin du bal « Mao », un jeune monte sur le podium du bal municipal, brandit un drapeau rouge et crie quelques slogans (libérez Geismar...). Il est arrêté par la police. La réaction des jeunes est vive ; ils mettent le commissariat à sac. L'intervention des C.R.S. est brutale ; ils matraquent tout ce qui se trouve devant eux. Dans les jours qui ont suivi, arrestations, perquisitions, menaces et intimidations se sont multipliées.

Une campagne de masse du « Secours Rouge »

Aussitôt, le Secours rouge organise la riposte. La mobilisation est rendue difficile par la période de vacances. La presse bourgeoise en profite pour construire le mur du silence. Un travail prolongé et patient du Secours rouge, permet tout de même :

- d'organiser la défense juridique ;
- de mettre sur pied le soutien matériel ;
- d'informer les travailleurs de ce qui se passe (ampleur de la ré-

pression, conditions de vie des détenus...);

- de développer les premières formes d'agitation (interventions massives avec prise de parole sur les marchés...).

Ce travail rend plus facile la mobilisation de masse à la rentrée et permet d'élargir la protestation au moment du procès. On peut dire aujourd'hui que, sans cette intervention, la justice n'aurait pas hésité à frapper plus durement encore des jeunes ouvriers isolés et anonymes.

Le P.C.F. entre la calomnie et l'embarras

Dès le 14 Juillet, le maire communiste dénonce les « nervis-fascistes-gauchistes » qui ont osé attaquer la... mairie de St-Etienne ! Dans les jours qui suivent, le P.C.F. déverse dans la population un flot de tracts calomnieux :

« Ils ont agi comme l'ont fait avant eux les chemises brunes de Hitler et les chemises noires de Mussolini avec comme terrible conséquence le fascisme dans ces deux pays et l'horrible guerre mondiale qui fit, comme chacun sait cinquante millions de morts... »

La C.G.T., de son côté, dans un tract intitulé « Face à la provocation, aux actes de vandalisme criminels des groupes fascistes, agissons unis » écrit en parlant des gauchistes :

« Rien de sérieux n'est entrepris pour mettre un terme à leurs agissements inqualifiables, dont certains portent atteinte à la sécurité du public, à la vie, bien qu'on en connaisse en haut lieu, les instigateurs. »

M. Marcellin, votre efficacité est mise en cause !

Par la suite, le P.C.F. comprend qu'il est vraiment incohérent et ridicule d'assimiler les fils d'ouvriers de Saint-Etienne à des hitlériens. Les outrances verbales du maire s'estompent et Roland Leroy, député des lieux, peut changer de ton au moment même où le P.C.F. est contraint de nuancer ses positions antigauchistes (procès Geismar).

Nous refusons quant à nous, et contrairement à nos camarades maoïstes, de confondre le P.C.F. avec un ennemi de classe. Ce n'est pas dans nos habitudes de pratiquer les amalgames sommaires à la mode stalinienne ! Ce n'est pas en pratiquant à l'égard du P.C.F. l'insulte et l'anathème que nous pourrions espérer avoir audience auprès des masses ouvrières qu'il influence encore. Pourtant nous ne pouvons admettre qu'il use de tels procédés et se fasse ainsi l'auxiliaire de la répression bourgeoise.

Le Secours rouge a dû faire face à cette offensive du P.C.F. qui considère St-Etienne comme sa chasse gardée. Il y a répondu sans outrage mais sans ambiguïté, malgré les pressions des militants de la Ligue Communiste qui refusaient

que le Secours rouge réponde à ces calomnies.

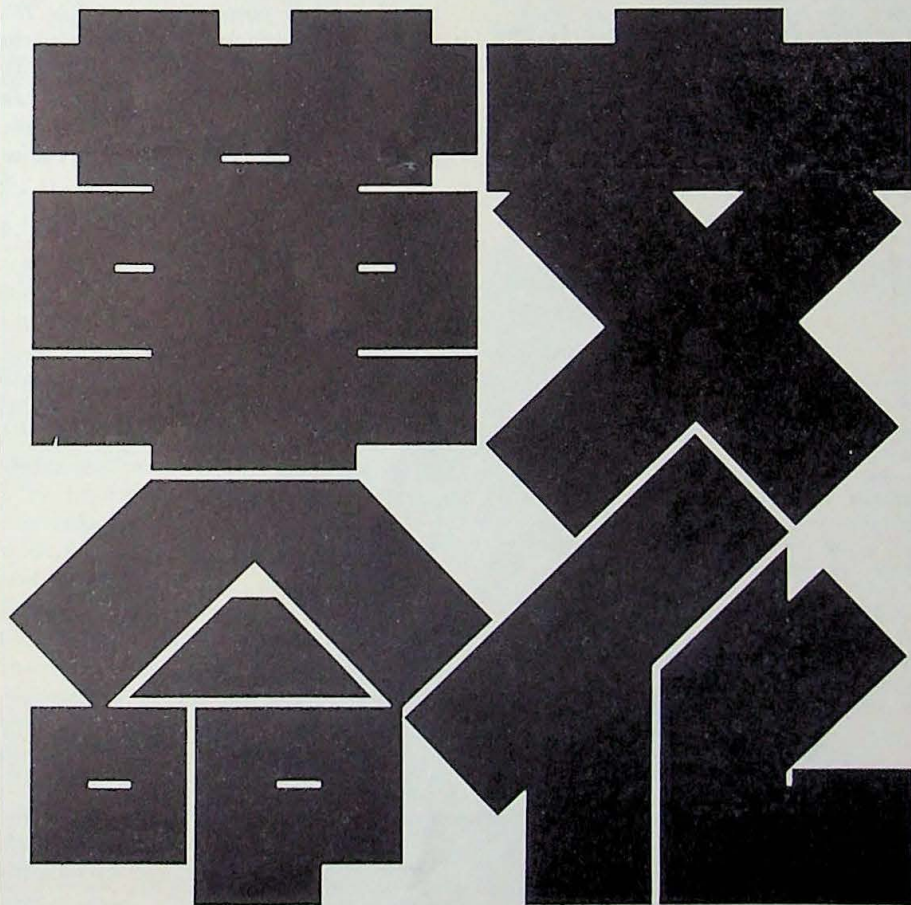
Une action exemplaire ?

Nos camarades de la Cause du Peuple ont voulu présenter la mise à sac du commissariat comme une action « exemplaire ». Un long débat à l'intérieur du Secours rouge permet de clarifier les positions : le premier tract distribué dit clairement que « tous les militants du Secours rouge ne sont pas d'accord avec l'action du 13 Juillet. »

En effet, on ne peut en aucun cas considérer que la mise à sac d'un commissariat de quartier soit la forme de lutte la plus apte à faire progresser la prise de conscience révolutionnaire des masses. Proclamer l'exemplarité de cette action, c'est se précipiter dans l'impasse d'une violence avant-gardiste, ne présentant pas le caractère pédagogique nécessaire pour provoquer le regroupement des masses dans une période qui n'est plus Mai 68.

Ce sont ces positions que le P.S.U. a développées et popularisées dans la population de Saint-Etienne, tout en désignant l'ennemi commun : le pouvoir bourgeois et sa répression.

commandez dès maintenant le numéro 5



DICTATURE DU PROLETARIAT EN CHINE ? PRIMAT DU POLITIQUE ET LUTTE IDEOLOGIQUE . LE PARTI ET LES MASSES . LA REVOLUTION CULTURELLE ET NOUS

QUE FAIRE

CAHIERS DU CENTRE D'ETUDES ET D'INITIATIVE REVOLUTIONNAIRE No 5 NOVEMBRE 1970 PRIX 5 F

Abonnements (1 an) 6 nos 28 F, de soutien à partir de 50 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Que Faire » CCP La Source 31.56897, 71 rue Dulong Paris 17e

Un certain culot

Jacques Gallus

Le parti communiste vient de découvrir l'existence du Secours Rouge ! Jusque là sa presse semblait ignorer cet instrument de lutte contre la répression. Cet intérêt subit qui vaut à cette organisation un long article de « France Nouvelle », hebdomadaire du P.C.F., pourrait laisser croire à un changement d'attitude de ce parti. Seulement, on l'aurait deviné, c'est pour découvrir dans le Secours Rouge « une vaste entreprise anticommuniste » que les journalistes du P.C. se sont penchés sur son cas. Leur thèse : le soutien des différents groupes gauchistes au Secours Rouge ôte toute crédibilité à sa volonté d'en faire une organisation ouverte à tous « dont l'objectif essentiel est d'assurer la défense politique et juridique des victimes de la répression sans aucune exclusive. » Et « France Nouvelle » de donner des preuves : tel tract du Secours Rouge dénonçant « les syndicats-collabos », tel autre, ayant la cosignature des « partisans maoïstes ».

Et voilà, le tour est joué ! Le Secours Rouge ce n'est ni plus ni moins que l'ex-G.P. déguisée.

Cette attaque en règle nécessite deux remarques.

La première : La faute à qui si l'éventail des groupes soutenant le Secours Rouge n'est pas plus élargi ? Qui empêchait les militants du P.C.F. d'y participer ? Où a-t-on vu des militants C.G.T. victimes de la répression se voir refuser le soutien du Secours Rouge ?

Curieuse façon en vérité pour un parti qui a lancé le mot d'ordre « gauchistes-Marcellin » de découvrir tout à coup que la plupart des membres adhérant ou soutenant le Secours Rouge sont des militants révolutionnaires.

La seconde : Le P.C.F. révèle des secrets de polichinelle en montant en épingle les cas ou le sigle « Secours Rouge » a été utilisé par certains militants politiques.

Non seulement ces faits sont extrêmement limités mais de plus le Secours Rouge les a chaque fois dénoncés. Le parti communiste qui a lui-même une longue expérience en ce qui concerne l'utilisation à son profit d'organisations de masse, pourrait être un peu plus circonspect quand il découvre avec horreur cette même

tendance chez les autres. Le Secours Rouge n'est pas et n'a jamais été un parti politique. Si tel était d'ailleurs sa vocation, on voit mal comment il pourrait accomplir sa tâche, vu la diversité des opinions politiques de ceux qui le soutiennent. Il est un instrument de lutte contre la répression. Cette répression touche aujourd'hui prioritairement les militants révolutionnaires. Elle touchera peut-être demain des militants syndicaux ou des membres du P.C.F. lui-même.

En déformant par un amalgame qui lui est cher les objectifs réels du Secours Rouge, le parti communiste se fait pour le coup le complice du pouvoir qui aimerait bien lui aussi le faire passer pour un groupuscule parmi d'autres. Ce n'est pas en prétendant qu'il cache une vaste campagne anticommuniste que le P.C.F. arrivera à expliquer politiquement son attitude des plus ambiguës devant la répression qui frappe aujourd'hui de plus en plus durement les militants révolutionnaires. Pour écrire un tel article dans « France Nouvelle » il fallait à Roland Vuillaume un certain culot... et une bonne dose de malhonnêteté. □

La politique du barreau

J.-M. Vincent

Alain Geismar a de nouveau été condamné à une peine lourde : deux ans de prison cette fois. En principe il va passer près de quatre ans de sa vie dans les geôles de la V^e République pour avoir appelé à une manifestation publique et pour avoir manifesté son attachement à une organisation « La Gauche prolétarienne » dont il était un des responsables. En somme, les juges de la cour de Sécurité de l'État qui se sont vraiment surpassés, ont puni Alain Geismar d'avoir utilisé des libertés, celles de manifestation et d'organisation, pour lesquelles en France on a fait les Révolutions de 1789, de 1830, de 1848, sans compter évidemment la Commune. Toutes les arguties de l'accusation ne peuvent cacher ce simple fait : en France aujourd'hui il est dangereux de parler trop haut, il est dangereux de faire partie d'une organisation qui refuse la pérennité de l'ordre social.

En d'autres termes cela veut dire que la cour de Sécurité de l'État se sent dorénavant habilitée à exercer une véritable censure politique. Le ministre de l'Intérieur prend un décret interdisant une organisation et



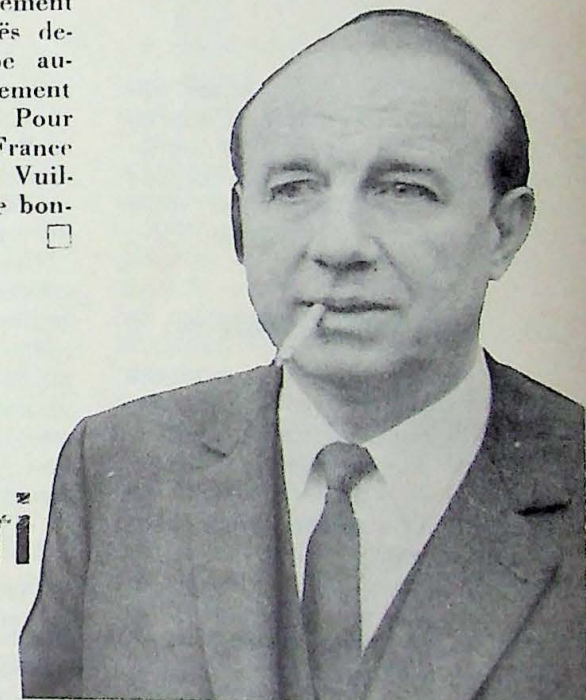
A propos d'Hara-Kiri

G. Chantaire

La récente prise de position de « T.S. » (n° 474) à propos de « l'affaire Hara-Kiri » ayant suscité quelques réactions apparemment contradictoires, il nous a paru important, à la lumière des derniers événements, de revenir sur cette interdiction et sur le sens de notre réaction.

Certains inconditionnels d'Hebdo Hara-Kiri nous reprochent de ne pas avoir retrouvé l'hebdomadaire disparu dans « Tribune Socialiste » (sic). D'autres estiment qu'une affaire aussi sérieuse n'aurait pas dû être traitée à la légère et de façon humoristique (resic !). Il nous semble que les inconditionnels d'Hara-Kiri comme les inconditionnels de la liberté de la presse et du sérieux (cela va ensemble paraît-il) refusent de prendre une position politique claire. Aux uns et aux autres nous répondons :

- « T.S. » n'est pas et a peu de chance de devenir Hara-Kiri Hebdo
- Hara-Kiri est un hebdomadaire politique condamné en tant que tel ;
- Nous avons réagi aussitôt et en faisant le maximum à cette interdiction ;
- Nous nous associons à la lutte de l'équipe Hara-Kiri et à celle du Comité de Dé-



fense de la Presse et des Journalistes pour la réhabilitation complète de cet hebdomadaire ;

● Le courant libéral qui défend H-K par principe, à l'image de Fauvet ou Ferniot a certes, lui aussi réagi avec force permettant la demi-reculade de Marcellin mais il noie le poisson pour le plus grand plaisir des censeurs en dénigrant la presse qu'il défend et en niant totalement les aspects politiques de cette lutte ;

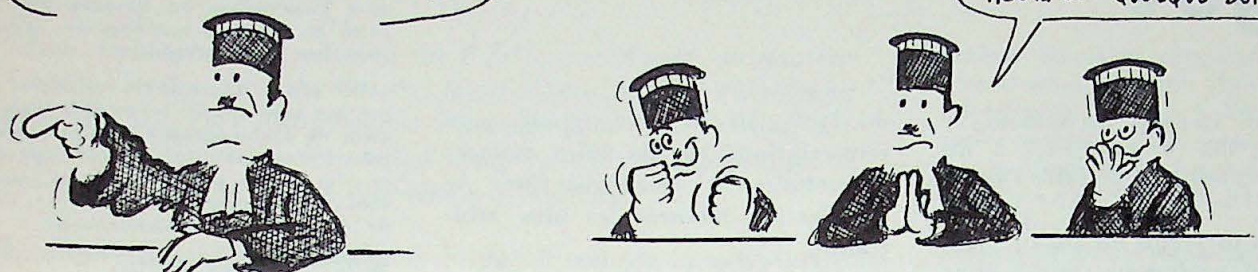
● La demi-absolution de Marcellin est parfaitement arbitraire et non fondée. Elle renforce l'image de marque « vulgaire » et « pornographique » d'H-K.

Pour ceux, enfin qui ne seraient pas convaincus, l'équipe H-K apporte toutes précisions dans le numéro 2 de Charlie-Hebdo : « Nous ne pouvons accepter cette demi-absolution, ni cette demi-condamnation. D'abord parce que cette nouvelle « punition », même édulcorée, est non moins arbitraire que l'interdiction initiale. Ensuite parce qu'accepter serait implicitement admettre que « l'Hebdo Hara-Kiri » est effectivement un journal voué à la pornographie ou à d'autres activités « dangereuses pour la jeunesse », ce que nous contestons absolument ». □

..GEISMAR, ÊTES-VOUS UN GROS MÉCHANT - RÉVOLUTIONNAIRE - SANGUINAIRE - PILOTÉ - PAR - PEKIN - SPOLIATEUR - DES - DENIERS - AMASSÉS - PAR - LES - ÉPARGNANTS - ET - CASSEUR - DES - VITRES - PAYÉS - PAR - LE - CONTRIBUABLE

... ET VOUS M^r LE JUGE, ÊTES-VOUS UN GENTIL-INTÈGRE - JUSTICIER - SANS-PEUR - ET - SANS-REPROCHE - SOUCIEUX - DE - LA - TÊTE - DE - LEURS - CLIENTS - ET - DU - SORT - DE - LA - VEUVE - ET - DE - L'ORPHELIN

HEU... EN QUELQUE SORTE !



Patellier.

tous ceux qui partagent ses idées, peuvent être pourchassés sous l'égide de la cour de Sûreté de l'Etat pour des prétextes futiles : possession de tracts, de journaux, refus de renier ses convictions, etc. Il s'agit simplement de faire pénétrer dans l'esprit du bon public l'idée que les individus poursuivis sont des gens sans foi ni loi, c'est-à-dire des gens incapables de se plier à une discipline collective ou de contrôler leurs impulsions. A la limite Geismar et ses amis sont présentés comme des êtres encore plus maléfiques que des criminels.

De façon plus générale cette logique répressive qui diffame les opposants pour mieux les perdre assimile l'opposition consécutive à la monomanie, à l'instabilité caractéristique, à l'obscurité, voire à la pornographie.

On comprend que dans ces conditions Geismar n'ait pas voulu jouer l'affrontement oratoire devant les juges de la cour de Sûreté. D'avance la cause était entendue pour ce haut tribunal : il ne pouvait être question pour lui d'envisager un acquitte-

ment, puisque Geismar était le type même du coupable contre la raison d'Etat. Tout au plus était-il prêt à tenir compte de la « bonne conduite » du prévenu et à ne pas le punir trop sévèrement s'il n'était pas impertinent. Mais justement Alain Geismar n'est pas un enfant sage et on ne voit pas pourquoi il le deviendrait dans un pareil contexte.

Pour la liberté de tous, la cour de Sûreté et toutes les juridictions d'exception devraient disparaître. □

Meulan

L'accusé accuse

J. Giraud

« Je suis inculpé de violences volontaires avec préméditation. Nous vous inculpons de la formidable violence quotidienne et volontaire que contient la traître des nègres ». Jugé les 17 et 18 novembre par la cour de Sûreté de l'Etat, Marc Hartfeld n'a pas choisi, comme d'autres l'avaient fait avant lui, de boycotter les débats. D'emblée, d'accusé, il s'est fait accusateur.

Et cela, non pas seulement par une déclaration de principes. Mais en faisant comparaître un large éventail de témoins qui ont établi, sans contestation possible, la réalité du trafic de l'embauche qui sévit à Meulan et que Marc Hartfeld et ses co-accusés, Nadine Ringart et Henri Duquenne, membres du groupe « Vive la Révolution », eurent « l'audace » de dénoncer.

La grande peur

C'est d'abord le secrétaire C.F.D.T. de Renault-Flins qui témoigne qu'il était informé de ce trafic mais qu'il n'a jamais réussi à obtenir les preuves lui permettant d'intervenir. Et s'il n'a pas eu de preuves, c'est d'abord parce que les victimes, les travailleurs immigrés, ont peur de témoigner parce qu'ils savent d'expérience qu'ils s'exposeraient au licenciement et à l'expulsion.

C'est aussi une inspectrice du travail, Mme Clément, qui affirme avoir fait parvenir un dossier sur le trafic au ministère, et avoir prévenu le directeur de l'usine de Flins, M. Guirric. Ce qui n'empêche pas celui-ci de nier avoir été informé.

C'est enfin, un employé du ministère du travail qui montre aux juges la circulaire du 30 mars 1970, envoyée à tous les bureaux de main-d'œuvre de la région parisienne et de Normandie pour les mettre en garde contre le trafic et les informer qu'une plainte contre X a été déposée.

Un trafic lucratif

Mais le plus sûr témoin de Marc Hartfeld, c'est le coupable lui-même, M. Marcel Dupont, ancien commissaire de police qui reconnaît que « c'était une activité assez lucrative ». Mais pour faire marcher son officine dite de « conseil technique en matière de main-d'œuvre étrangère », il fallait bien que le bureau de la main-d'œuvre installé à la mairie de Meulan lui procure des cartes de travail et des formulaires en blanc. « Fautes professionnelles venelles, commises par un fonctionnaire débordé de travail », a conclu l'enquête administrative. Et Marcel Dupont rappelle que lui-même a bénéficié d'un non-lieu.

A quand le procès des négriers ?

C'est pourtant son procès qui s'est déroulé devant la Cour de Sûreté de l'Etat, et l'avocat général lui-même a dû reconnaître que Marcel Dupont « était plus que déplaisant, il était méprisable et nous regrettons qu'il n'ait pas été poursuivi ». Mais, bien entendu, au nom de l'ordre bourgeois, l'avocat général conclut qu'il est inadmissible qu'un citoyen en l'occurrence Marc Hartfeld, ait prétendu faire justice lui-même en entraînant des militants à envahir le bureau de la main-d'œuvre de Meulan. Il fallait employer les moyens légaux s'obstine-t-il à prôner, quand tous les témoignages ont amplement prouvé l'impuissance de ces moyens légaux.

Et il a obtenu que Marc Hartfeld, qui a déjà passé six mois en prison, soit condamné à trois ans avec sursis, Nadine Ringart à six mois avec sursis tandis qu'Henri Duquenne était acquitté.

Malgré sa condamnation, Marc Hartfeld et ses camarades ont gagné. Pendant deux jours, c'est le procès des négriers qui s'est déroulé devant la Cour de Sûreté de l'Etat. A quand le procès de Marcel Dupont ? [1

Sceaux

L'ère de l'arbitraire

Lucien Saintonge

« Une nation qui n'attend de son gouvernement que le maintien de l'ordre est déjà esclave au fond du cœur... »

Tocqueville

Lundi 9 novembre, un professeur de philosophie du lycée Lakanal, à Sceaux (Hauts-de-Seine), était cité à comparaître devant un tribunal de simple police pour « avoir refusé de se prêter à des opérations de vérification d'identité ». Que lui reprochait-on ? D'avoir, au cours d'un interrogatoire de police, refusé de laisser constituer une fiche anthropométrique (vous savez, comme celles du casier judiciaire...) estimant que son identité était déjà parfaitement établie.

C'est le 27 mai dernier qu'il avait été arrêté. Pour quel motif ? Nul ne le sait. Les policiers venus perquisitionner ce jour-là à son domicile n'ont rien trouvé qui puisse motiver la moindre inculpation. Gardé néanmoins à vue pendant 26 heures, il devait être libéré sans que rien ne soit retenu contre lui.

Une loi de Vichy

Et puis, cinq mois après, il reçoit cette inculpation, motivée par l'article 61 du Code de Procédure Pénale. Passons sur les vices de forme, qui ne sont que broutilles. Mais cette inculpation est dénuée de tout fondement juridique :

● L'article 61 du Code de Procédure Pénale, que l'on invoque ici, ne s'applique qu'en cas de « crimes et

délits flagrants ». Or, c'est chez lui que ce professeur a été arrêté !

● Hors les cas de flagrants délits, seul l'article 8 de la loi du 27 novembre 1943 pouvait motiver des sanctions contre ceux qui « refusent de se prêter aux opérations qu'exige le but à atteindre » (à savoir : établir ou vérifier une identité). C'est du moins ce qu'avancait M. René Pleven, en réponse à une question écrite de Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., sur les fondements juridiques de la procédure de vérification d'identité (1).

● M. Pleven — et ceux qui ont inculpé ce professeur — n'oublie qu'une chose : ces dispositions (et dès lors, toute sanction est illégale) ont été annulées par l'ordonnance du 23 décembre 1958 (2), signée : Charles de Gaulle. Incroyable, mais vrai ! Quand la législation gaulliste est trop coulante, on fait appel à l'arsenal répressif du gouvernement de Vichy ! Et M. Pleven ignore, ou couvre...

A Sceaux, et en particulier au lycée Lakanal, cette affaire provoque une certaine agitation. Un communiqué des sections de l'établissement du S.N.E.S. et du S.G.E.N. proteste contre « cette nouvelle atteinte aux libertés individuelles ». Un Comité du Secours Rouge publie un tract dont le titre dit bien ce qu'il veut dire : « Justice ? ». La section de Sceaux du P.S.U., dans un communiqué publié par *Le Monde* (3), estime qu'une « accusation aussi Ubuesque » ne peut recouvrir qu'une poursuite pour « délit d'opinion ».

Le fascisme à ses débuts

Cette affaire est, à plus d'un titre, très grave. Elle apporte une preuve supplémentaire que les dispositions juridiques ne sont pour le pouvoir bourgeois qu'un chiffon de papier. Dès qu'une nécessité l'impose, il n'hésite pas à ignorer, contourner ou violer ses propres lois.

Si la justice entérine l'illégalité, elle crée un précédent redoutable et nous fait entrer dans l'ère de l'arbitraire policier. Un régime, où un fonctionnaire pourrait, sans garanties, justification et responsabilité, inculper sans motif juridique, est le régime de la fin des libertés. C'est presque le retour à la lettre de cachet.

De tels faits méritent d'être amplement racontés. Expliquer à ces 44 % de Français, qui, selon une enquête de l'I.F.O.P., jugent la police « pas assez sévère », que ce cas de répression, qui s'ajoute à tant d'autres plus ou moins connus, met en jeu nos libertés fondamentales à TOUS.

De tels symptômes sont-ils ceux de l'ère de l'arbitraire ? Ou bien, sont-ils, ce qu'il y a déjà deux ans, Edgar Faure appelait « les manifestations ordinaires du fascisme à ses débuts » ?

(1) Journal officiel du 5 septembre 1970.
 (2) Cette démonstration a été présentée, sous le titre « Le nouveau champ de l'arbitraire », dans une « libre opinion » du Monde (21 février 1970) par M^r Henri Leclerc.
 (3) Le Monde des 10 et 13 novembre 1970.
 Interview recueillie par Michèle Descolonges.

Normalisation au lycée Turgot

Le samedi 14 novembre des commandos de l'U.L.P. (branche lycéenne d'Ordre Nouveau) attaquent le lycée Turgot. Résultat : un surveillant général est gravement blessé alors qu'il essayait d'empêcher les fascistes de rentrer dans le lycée, ceux-ci étant armés de matraques et de coups de poings américains.

Le lundi suivant à l'appel des J.C., de la L.C. et du P.S.U., une assemblée générale a réuni plus de 400 lycéens dans la salle de réunions. Au cours de cette assemblée la décision a été prise de créer des brigades antifascistes pour parer à de nouvelles attaques (très fréquentes à Turgot). Les professeurs ont fait une grève de 2 h en signe de protestation.

L'amalgame

Lundi, après la mobilisation de la matinée des professeurs et des élèves, le « Mouvement du 27 mai » tenait un meeting au lycée. Ce meeting ne connut pas une grande audience, loin de là, et n'a donné lieu à aucune intervention policière ou administrative (contrairement aux meetings précédents ou à ceux de Voltaire).

Nous remarquons que la police et l'administration ont laissé faire les

provocations fascistes du samedi, et le meeting des « gauchistes » du lundi après-midi afin de faire l'amalgame entre les deux.

Après les incidents du 16, au cours desquels un professeur réputé pour ses positions réactionnaires aurait été légèrement chahuté, une peur s'est installée dans le corps enseignant. Certains professeurs, dans un « souci d'apaisement » ont demandé la fermeture du lycée, le rectorat et l'administration se sont empressés d'utiliser cette fermeture pour supprimer les libertés démocratiques au sein du lycée et pour imposer l'application de la circulaire Guichard de juin 69 interdisant toute politique dans les lycées.

Le mercredi matin les parents d'élèves apprennent qu'ils doivent faire réinscrire leurs fils et signer un papier dont ils ne connaîtront la teneur que lors des réinscriptions.

Les élèves devaient s'engager à ne plus distribuer de tracts, ni vendre des journaux, ni se réunir, toute infraction à cet engagement entraînant le renvoi immédiat du lycéen « coupable ».

L'arbitraire

Nous devons souligner que si des professeurs réclamaient la fermeture

du lycée, ils se sont opposés aux réinscriptions, car de telles mesures permettraient à l'administration de prendre les mesures les plus arbitraires.

Les instances légales (Conseil d'administration ou comité permanent) n'ont pas été réunis pour statuer des divers incidents, ce qui prouve la véritable nature de la participation lycéenne : une caution aux décisions prises par le rectorat.

D'autre part trois lycéens de Turgot ont participé à l'attaque fasciste et à aucun moment l'administration n'a parlé de les traduire en conseil de discipline, alors que les militants d'extrême-gauche ont eu droit à des menaces et à une leçon de morale lors des réinscriptions.

Ces faits démontrent le véritable visage de l'administration. Les lycéens ne se sont pas laissés intimider par ces mesures lors de la réunion organisée par le proviseur le vendredi.

Les lycéens ont demandé des comptes au chef d'établissement et un Comité de lutte a été créé pour organiser la riposte. □

La fausse victoire du S.N.E.S.

Lundi et mardi, vaille que vaille, les enseignants du S.N.E.S. ont fait grève. Dans un précédent numéro de T.S., nous avons publié le communiqué des militants de « Rénovation syndicale » qui contestaient ce mot d'ordre de grevete rituelle, de grève-vacances, qui exaspèrent les parents, sans, pour autant, obtenir des résultats. Ces militants contestaient également la plate-forme revendicative de leur syndicat, qui met en avant par exemple les 17 heures hebdomadaires pour les certifiés — mot d'ordre incompréhensible par les autres travailleurs —. A ce programme, ils opposaient la grève active, qui « ouvre le conflit avec le pouvoir, non avec l'opinion des travailleurs », sur des mots d'ordre durs, élaborés à la base.

Leurs propositions ont rencontré un grand écho parmi les enseignants du S.N.E.S. Et cependant, tous ont

fait grève. Parce que, malgré leur désaccord, ils se sont solidarisés avec leur syndicat face à une manœuvre inadmissible du ministère de l'Éducation Nationale. Pour la première fois, en effet, le Ministre est intervenu auprès des chefs d'établissement pour qu'ils affichent, dans leur lycée ou collège, une longue circulaire signée de M. Guichard, qui conteste, point par point, le bien fondé des revendications du S.N.E.S.

C'est pourquoi, en fin de compte, tout en déplorant que leur syndicat n'ait pas choisi un mode d'action et une plate-forme moins contestables, les enseignants contestataires du S.N.E.S. ont, une fois encore, sacrifié au rituel. Ils savent néanmoins que le mécontentement des syndiqués ne fait que s'élargir et que la direction du S.N.E.S. ne pourra plus donner très longtemps le change. □

Centre de luttes lycéennes

Le centre des luttes lycéennes (C.L.L.) appelle les lycéens à faire du week-end prolongé décidé par le S.N.E.S. pour les 30 novembre et 1^{er} décembre, une grève active. « La qualité de l'enseignement qui est en cause » est autant le problème des professeurs que celui des lycéens. De plus, cette grève ne doit pas être, comme certains le pensent, une occasion de se reposer et d'enterrer un débat important, au contraire ; les lycéens du C.L.L. veulent débattre non seulement de l'efficacité, des modalités et des raisons de la grève lancée par le S.N.E.S., mais également de tous les problèmes auxquels les lycéens sont confrontés au lycée (répression, liberté d'expression, etc.). C'est pourquoi en fonction des possibilités, des problèmes de chaque lycée, et avec les professeurs, ils en prendront les moyens (assemblées générales, projection de films).

Informatique

M. Michel Rocard, député, demande à M. le ministre de l'Éducation nationale s'il peut donner une information sur le sort qu'il entend faire subir aux 500 ou 600 étudiants qui ont demandé leur inscription en maîtrise d'informatique à Paris, dont l'inscription est bloquée par la Faculté et qui, en conséquence, n'ont pas reçu leur carte d'étudiant.

De plus, Monsieur le ministre peut-il préciser sa politique en matière d'enseignement de l'informatique à l'Université, que pour l'instant il refuse de développer pour le plus grand profit des entreprises privées : dont certaines sont financées au titre de la formation professionnelle.

● le 24 novembre 1970.

Question gênante

La liberté d'expression est un droit indissociable de la République parlementaire française.

Mais même dans le cadre de la légalité, il ne faut pas dépasser les bornes.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que la question suivante ait été purement et simplement supprimée par décision de la Conférence des Présidents de l'Assemblée Nationale.

M. Rocard attire l'attention de M. le ministre d'État chargé de la Défense nationale sur le malaise qui règne à l'heure actuelle parmi les soldats du contingent et qui résulte notamment de l'arrêt que vient de rendre le tribunal militaire contre trois jeunes du contingent. Il s'agit de conditions dans lesquelles sont assurées les libertés publiques élémentaires des soldats du contingent lorsqu'ils sont appelés à effectuer leur temps de service. En effet, aucun moyen d'expression n'est toléré et cette situation apparaît d'autant plus grave que les conditions dans lesquelles sont placés les soldats du contingent les isolent complètement du pays : isolement géographique qui résulte de la vie en caserne et de l'éloignement par rapport au milieu familial ou social, isolement économique dû à l'absence totale de ressources. En outre, les dispositions du règlement applicable aux soldats du contingent les mettent à la merci totale de leurs supérieurs, sans qu'aucune possibilité de recours ne leur soit offerte ; c'est ainsi qu'un chef de corps peut infliger jusqu'à soixante jours reconductibles d'arrêts de rigueur. Il se demande si les objectifs, officiellement affirmés par les pouvoirs publics, de mieux informer la jeunesse, de lui donner un sens civique, de mieux la préparer à ses responsabilités, ne visent pas en fait à préparer, contrairement au principe que l'armée doit être au service de la nation et du peuple, une armée de répression sociale et un instrument de conditionnement de la jeunesse. Dans ces conditions, il lui demande s'il compte mettre à l'étude et faire aboutir : 1^o les dispositions nécessaires à la libre expression des idées politiques parmi les appelés (lecture de journaux, liberté de réunion, droit d'organisation, etc.) ; 2^o les modifications du règlement militaire qui ouvriraient des voies de recours impartiales pour les jeunes appelés intéressés. Il lui demande enfin s'il peut lui faire connaître son appréciation sur la situation qui a conduit à l'arrêt du tribunal ci-dessus mentionné.

La réponse est claire et précise.

Le Bureau national du parti convoque une assemblée nationale des étudiants du parti le 12 décembre 1970 à Paris.

Contre les réducteurs de plaisir

Une interview de Jean Gondonneau

Jean Gondonneau, membre du P.S.U., sociologue, promoteur du Centre l'orthogénie de Rouen, vient d'être élu au Secrétariat général du M.F.P.F. (Mouvement Français pour le Planning Familial). C'est en tant que militant du parti qu'il s'exprime ici et ouvre, nous l'espérons, une discussion fructueuse.

M.D. — Pour éviter les confusions, je te pose la question, qui est pour beaucoup une profession de foi : quelle est la place de la « révolution sexuelle » dans le processus révolutionnaire ?

J.G. — Soyons clairs : la révolution sexuelle ne précédera pas la prise du pouvoir. Maintenant, il serait illusoire et trompeur de remettre en cause totalement et jusque dans ses racines l'idéologie bourgeoise dominante sans remettre en cause le secteur déterminant et privilégié de son influence permanente, profonde et culturelle : la famille.

M.D. — Mais n'y a-t-il pas évolution de la composition et du rôle de la famille traditionnelle ?

J.G. — Oui, je rappelle qu'Engels dans sa thèse célèbre sur « l'origine de la famille et de la propriété privée », montre comment par le mariage et grâce à l'institution familiale, se transmet la propriété privée et se perpétue le contrôle des moyens de production qui reste ainsi entre les mains de la classe dominante. La famille rassemble les valeurs de l'idéologie chrétienne et celles du système capitaliste. L'institution familiale était parfaitement adaptée à une société agraire et patriarcale. La droite, aujourd'hui, s'émeut de l'éclatement de la cellule familiale, mais autant s'émeouvoir de l'industrialisation ! On continue à appeler « famille » deux réalités qui sont bien différentes. La famille urbaine ne vit pas véritablement et n'est plus ce qu'était la famille autrefois. L'esprit de famille, se perd, dit-on ! Mais l'effritement des valeurs familiales et l'affaiblissement de l'autorité familiale (et paternelle) inquiètent aussi la classe ouvrière qui a intégré les valeurs de l'idéologie bourgeoise dominante.

Or, dans les faits, nous constatons que de plus en plus l'institution du mariage et celle de la famille, qui ne sont pas remises en cause sur un plan juridique, au niveau du droit, ne sont plus totalement acceptées puisqu'elles ne sont plus respectées. Les relations sexuelles pré-conjugales et extra-conjugales montrent comment la réalité contredit tous les jours et chacun le sachant pertinemment, le droit.

Et pourtant la famille conserve le rôle économique de base.

M.D. — Ce que tu mets en question, c'est que l'unité économique et l'unité sexuelle soient confondues ?

J.G. — Oui, de la même manière que sont confondus le rôle parental, qui existera toujours et le rôle familial.

Bien entendu, si les difficultés que l'on rencontre dans les relations entre sexes au sein du couple et en dehors du couple ne sont pas uniquement — de toute évidence — des difficultés d'ordre individuel, mais sont aussi des signes profonds et dramatiques de pathologie sociale, la classe dominante n'entend pas remettre en cause les structures de base de la société qui assurent les fondations économiques et culturelles du système capitaliste. En effet, le couple est en même temps une unité sexuelle et une unité économique : et c'est autour de son organisation et de sa structuration dans le mariage et dans et par la famille que l'ensemble de la vie sociale et des rapports sociaux se définissent et s'organisent.

M.D. — Les journaux, et en particulier les journaux féminins, mettent justement en question, non pas les racines du mal, mais le mal lui-même : on parle partout des relations de couple, et si l'on n'avance pas de recettes on en suggère.

J.G. — Justement, là je crois qu'il y a eu récupération. J'y vois trois temps.

D'abord on n'accordait pas d'importance à la sexualité des femmes, ni à leur capacité de plaisir. Est venu le temps Beauvoir, Audry, avec toutes les discussions autour du « 2^e Sexe » : on réhabilitait l'orgasme féminin. Mais c'est à partir de ce moment qu'est survenue la « récupération », car on s'est mis à considérer que le plaisir féminin dépendait essentiellement du savoir-faire masculin.

Réduire la vie d'un couple à son activité alimentaire, ou à son activité sexuelle n'est pas honnête : c'est une liquidation, non pas du couple — car la pression sociale est suffisamment forte — mais la liquidation de l'individu qui est réduit à une série d'activités. Je crois que là les militants politiques ont à lutter, car la première camarade c'est bien leur femme !

M.D. — Ne crois-tu pas que, aussi bien au niveau du cadre de vie, que dans le cadre de l'organisation des luttes, le travail des femmes est un élément déterminant ?

J.G. — Bien sûr, et pour plusieurs raisons. La première, c'est que la

femme acquiert une indépendance économique, ce qui théoriquement lui permet d'acquérir une indépendance sexuelle. Mais aussi le travail des femmes nous oblige à penser le cadre de vie en terme d'utilisateurs, c'est-à-dire en termes de femmes et enfants. Ainsi on est obligé de parler du cadre de vie en fonction des utilisatrices qu'en sont les femmes qui travaillent, car elles doivent fournir chez elles un travail supplémentaire effrayant, alors que le « cadre de vie » ne leur offre pas d'autre possibilité.

D'autre part, cela permet de lutter pour l'émancipation de la femme, en d'autres termes que les féministes. Il est illusoire de rassembler les femmes pour lutter « pour les femmes, contre... les hommes ». Réclamer l'égalité dans l'absolu, n'a aucun contenu commun pour une ouvrière et pour une bourgeoise. D'ailleurs les ouvriers ne parlent pas de leur sexualité, c'est réservé aux bourgeois. Voilà l'intérêt de la classe dominante, qui est de faire croire que le malaise sexuel est une révolution sexuelle, c'est en fait un camouflage des problèmes politiques.

Ce n'est donc pas par des mots d'ordre de révolution sexuelle que nous ferons évoluer la classe ouvrière, mais seulement par la prise de conscience de son exploitation économique, qui entraîne la misère sexuelle.

M.D. — Tu as une expérience des luttes menées, jusqu'à présent en dehors du P.S.U., car on n'y abordait pas ces « choses-là ». Le conseil national de janvier doit élaborer un plan d'action, ne crois-tu pas que ton expérience, et celle des autres militants du parti, pourrait être mise en discussion ?

J.G. — Il est sûr que le Planning a une expérience de 10 ans, et qu'il faut en tirer des enseignements. Les objectifs du dernier congrès du M.F.P.F. sont bien de s'implanter chez les travailleurs par un travail de formation, en liaison avec les organisations syndicales.

Je crois qu'il faut envisager sérieusement à l'intérieur du parti une discussion, prenant en compte les expériences, pour nous donner des objectifs précis sur le thème suivant : quelle est la spécificité du P.S.U. pour favoriser une évolution et un changement des mentalités concernant les problèmes sexuels. Car un parti révolutionnaire doit se distinguer d'un mouvement d'éducation populaire et entamer une lutte politique.

(Interview recueillie par Michèle Descolonges.)

Toutes
les semaines

tribune
SOCIALISTE

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
SOCIALISTE

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
SOCIALISTE

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

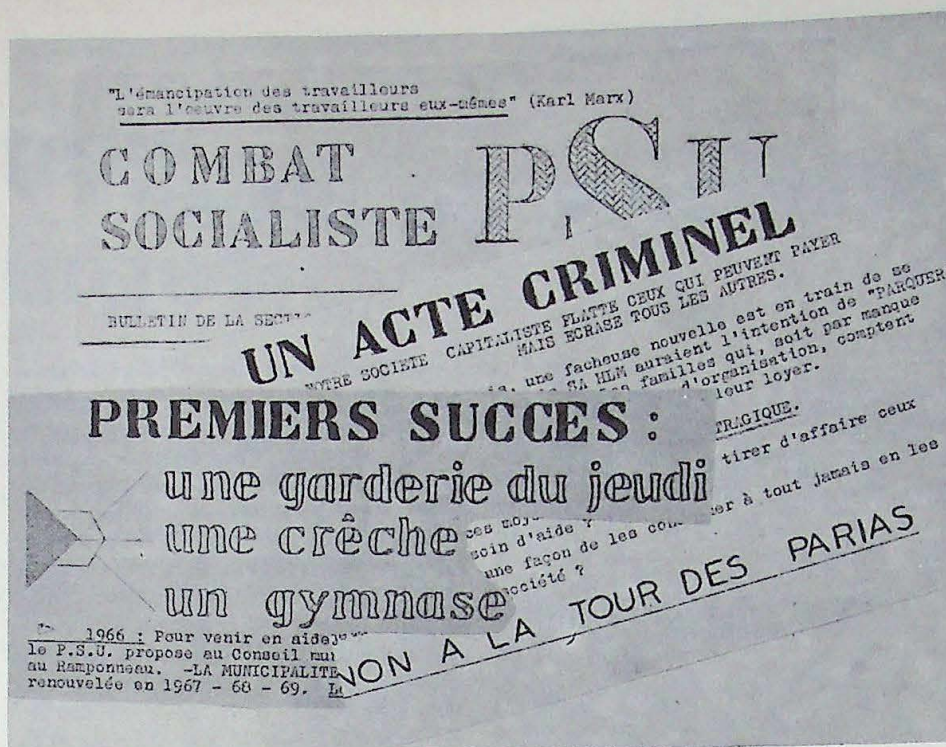
Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Elections Municipales



Fécamp : échec aux notables

Jacques Ferlus

Ville dortoir, ville réserve de main-d'œuvre de 22.000 habitants, Fécamp meurt. En dix ans, plus de 2.000 emplois sont supprimés alors que 600 seulement ont été créés. Une zone industrielle (classée Z3) mise à la disposition des industriels, coûte fort cher aux contribuables et n'a pas réalisé les promesses démagogiques de la municipalité. Chaque matin plus de 600 travailleurs partent travailler pour Le Havre et l'usine Renault de Sandouville à 40 km de chez eux. Un comité de défense de l'emploi (C.G.T., C.F.D.T., S.N.I., P.S.U., P.C.F., J.O.C.) essaye de poser le problème de l'emploi dans la région. La pénurie organisée par les patrons, leur permet de pratiquer les salaires les plus bas : 60 % des travailleurs fécampois sont au S.M.I.C.

Le P.S.U. à Fécamp mène des actions nouvelles (autres que les traditionnelles lettres au préfet, appels aux commerçants, proposés par le P.C.F. et la C.G.T.).

La lutte contre le VI^e Plan bourgeois a enfin commen-

M. le ministre Bettencourt, chargé de l'aménagement du territoire, a pourtant été élu député ici-même. C'est donc lui qui organise la migration quotidienne des travailleurs tout en supprimant la ligne de la S.N.C.F.

Vivre à Fécamp aujourd'hui est bien difficile si on n'appartient pas à la catégorie privilégiée des bourgeois. Et vivre dans le quartier du Ramponneau est bien pire encore. Là, dans des H.L.M. s'entassent 1.300 familles qui n'ont à leur disposition aucun équipement collectif.

L'impuissance des notables

La réalisation de ce quartier a été entreprise en 1959 par l'équipe municipale U.D.R. dirigée par un certain M. Sadorge. On a d'abord soigneusement choisi le terrain pour parquer les travailleurs : un plateau froid, venté et poussiéreux. Il y avait meilleur endroit, mais on l'a réservé à une clientèle plus fortunée et à une zone industrielle, qui ne sert à rien si ce n'est à faire prendre de la valeur aux terrains et favoriser ainsi la spéculation.

On construit, on entasse les familles ouvrières. On leur donne quelques écoles qui se révèlent rapidement insuffisantes. On ajoute quelques baraquements « provisoires ». Depuis douze ans, le problème de l'école maternelle reste posé.

Les impôts locaux montent en flèche et des petits malins décou-

vrent que les pièces des H.L.M. sont souvent plus taxées que celles des villas de luxe.

En 1965, les habitants du Ramponneau débarrassent Fécamp de l'U.D.R. Sadorge et se laissent convaincre par les promesses du centriste docteur Pranzo, associé à quelques spécimens de la social-démocratie locale. Ils déchanteront vite.

La nouvelle municipalité poursuit le programme de construction à outrance. Les impôts locaux continuent d'augmenter sans qu'apparaisse le moindre équipement collectif, si ce n'est deux écoles dont la construction était absolument nécessaire. Il faut dire que le docteur Pranzo est un sacré bonhomme, il n'hésite pas à faire des déclarations du genre : « Nous ne devons ni rechercher les causes de la situation, ni dénoncer les responsabilités. Il ne faut pas faire de campagne anti-patronale et anti-gouvernementale. Il faut composer avec le gouvernement ». Le docteur Pranzo aborde là le problème de l'emploi et ces affirmations ne l'empêchent pas de participer, aux côtés des syndicats, au comité de l'emploi.

Des déclarations de cet acabit provoquent l'hilarité dans les familles du quartier du Ramponneau, plus sûrement que les plaisanteries de Roger Pierre et Jean-Marc Thibaut à la télévision. Si dans de nombreuses communes, ce que disent les maires ne parvient jamais jusqu'aux oreilles de la population, ce n'est pas le cas ici.

Un petit bulletin à grands effets

Ici on est informé, et régulièrement, par le bulletin de la section P.S.U. distribué dans toutes les familles du quartier du Ramponneau. « Combat Socialiste », c'est le titre de cette feuille, ne s'embarrasse pas d'analyses théoriques et de grandes déclarations sur la nécessité d'organiser la lutte pour le socialisme. Il présente des faits, expose des situations, cite des exemples de réalisations. Il n'appelle pas à un soutien de l'action du P.S.U., il dit que le P.S.U. soutient l'action des habitants du quartier. Il montre la nécessité de cette action. Il explique pourquoi et comment cette action peut être socialiste et révolutionnaire.

Parce que informée, la population du Ramponneau a pu élaborer puis organiser sa revendication. Après une enquête et la signature d'une pétition, la municipalité a été contrainte de décider la construction d'un gymnase, la création d'une garderie d'enfants et d'une crèche. Tout cela après une action de quinze jours seulement.

Les 1.300 familles ont pris conscience de leur exploitation en même temps qu'elles ont réalisé quelle pouvait être leur force. Le docteur Pranzo est inquiet, il craint de ne pouvoir passer l'hiver et pour une fois son diagnostic se révélera exact.

A Fécamp, grâce à l'information, les pratiques des notables ont été dénoncées, les travailleurs savent qu'ils ont la possibilité de prendre en main l'organisation de leur vie quotidienne.



Nîmes-expo : une initiative militante

Rémy Grillault

Nîmes, 130.000 habitants. Une ville placée au cœur des problèmes du Languedoc. Une ville qui grandit. Une ville qui connaît d'importants problèmes économiques.

En 1965, une liste dite « d'union démocratique » s'empare du pouvoir municipal. Six militants du P.S.U. participent à ce conseil municipal. Ils ne sont pas là pour cautionner telle ou telle politique mais pour y mener un combat anticapitaliste pour la satisfaction des besoins des travailleurs. Les élus du P.S.U. prennent à Nîmes la responsabilité importante des problèmes économiques.

Trouver un langage adapté

C'était en 1965. Depuis il s'est passé bien des choses. A l'intérieur de la municipalité il y a eu des affrontements, les élus du P.S.U. ont dû, tout à la fois, pratiquer la critique et l'unité d'action pour pouvoir affirmer, et parfois imposer, certaines solutions originales. Le bilan des réalisations municipales est positif même s'il n'est pas parfait.

Entre 1965 et 1970 il y a eu Mai 1968 qui est venu bousculer pas mal de choses. L'affirmation par le P.S.U. de la nécessité de développer le courant révolutionnaire, a fait que les militants engagés dans

le travail municipal ont pu se poser de nombreuses questions sur l'importance de ce travail. Et cela d'autant plus qu'on avait tendance à les considérer davantage comme des spécialistes ou des techniciens. On vient de démontrer à Nîmes qu'une action réellement militante pouvait se mener à partir du travail municipal.

En janvier dernier, la section P.S.U., après avoir fait le point sur les problèmes municipaux, décide à l'unanimité la réalisation d'une exposition. Quelques militants se mettent au travail pour réunir des documents et constituer des dossiers. L'unanimité se liquéfie au moment où il faut se lancer dans le travail pratique. « C'est une plaisanterie de boy-scouts » disent certains, « un instrument pour revaloriser les élections municipales » affirment les autres.

Quoi qu'il en soit, trois ou quatre « spécialistes » se mettent à scier, clouer, coller, dessiner, peindre dans une salle de la Bourse du travail. L'exposition prend forme et commence à intriguer quelques militants communistes. Les militants du P.S.U. découvrent peu à peu l'importance de ce travail. Un à un ils rejoignent le groupe pour finalement se retrouver trente-cinq à réussir cette exposition, qui prend une forme particulièrement bien adaptée au niveau de compréhension de la masse des Nimois.

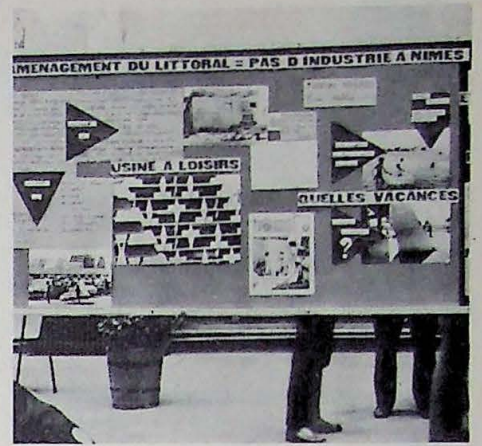
Nîmes-Expo obtient un grand succès populaire durant trois jours et 500 personnes participent au meeting de clôture avec Michel Rocard. Ce succès tient avant tout au fait que le P.S.U. ne s'est pas livré à la simple présentation des réalisations municipales, mais qu'il s'est exprimé en tant que force politique sur les problèmes qui sont posés à la ville.

Une démystification du municipalisme

A côté de panneaux présentant les réalisations en matière d'urbanisme, d'équipements, d'enseignement qui sont loin de satisfaire tous les besoins, on trouve d'autres panneaux posant en termes politiques les limites du pouvoir de la municipalité. Il lui est pratiquement impossible de résorber la crise économique, en matière de développement industriel c'est la chambre de commerce qui détient tous les pouvoirs. Elle ne peut que constater l'inefficacité de l'aménagement du littoral languedocien qui ne profite qu'aux riches. Elle n'a de ressources financières que celles que lui accorde l'Etat.

Les nombreux Nimois qui ont visité cette exposition en sont ressortis convaincus de la nécessité de lutter pour aboutir à un bouleversement des structures municipales qui passe par un changement complet de la politique nationale. Il faut contester la tutelle administrative de l'Etat et faire que la municipalité devienne un point d'appui à la lutte des travailleurs dans les entreprises.

Le P.S.U. était le seul à Nîmes à pouvoir entreprendre et réaliser un tel travail. Sa participation au conseil municipal ne l'a pas conduit à s'enfermer dans de simples objectifs de gestion plus ou moins orientée vers la satisfaction des besoins des travailleurs. Il a su démystifier



le municipalisme, il en a démonté les mécanismes. Son expérience lui a permis de dégager une stratégie correspondant à la situation locale. Et cela publiquement, devant une population qui sait maintenant que la ville de Nîmes doit être un terrain de lutte sur lequel elle a à affronter l'Etat bourgeois et le système capitaliste. □

Saint-Dié

Le Bureau national du P.S.U. a examiné la situation créée par les accords passés à Saint-Dié (Vosges) entre la municipalité sortante et le parti radical de J.-J. Servan-Schreiber, le parti socialiste, le parti communiste français et des « républicains de gauche » pour les prochaines élections municipales.

Le Bureau national constate que cet accord est incompatible, tant par la nature de ses partenaires que par son absence de principe politique, avec l'orientation définie par le Conseil national du P.S.U. Il désavoue donc cet accord et prend, en ce qui concerne ses responsables, les mesures disciplinaires prévues par les statuts du parti.

Le 24 novembre 1970.



Colonialisme en Béarn

Le colonialisme de style classique a presque officiellement disparu. Bien que subsistent encore des Guyane, Guadeloupe ou Réunion, l'époque des colonies françaises a disparu même des livres d'histoire. L'exploration et le pillage du tiers monde a pris une forme plus rationnelle et moins voyante.

Pourtant, en France, la région de Lacq est un exemple typique d'exploitation de type tiers monde. Les phares de l'actualité braqués depuis septembre 70 sur le déclin du gisement de Lacq et l'avenir du Béarn suscitent des commentaires divers. Depuis la solution « nationalisation » dans le cadre de la démocratie avancée du P.C.F. jusqu'à la solution des notables locaux « nous en parlerons à Chaban-Delmas », tout y passe.

L'analyse des militants révolutionnaires est tout autre.

De la découverte à l'exploitation

La S.N.P.A. (55 % de capital d'Etat) a été créée en 1941 pour la prospection pétrolière de l'Aquitaine.

La découverte du gisement de Lacq remonte à 1951. Des experts américains déclarent que ce gisement est impossible à exploiter vu la forte teneur du gaz en produits soufrés qui grignotent rapidement tous les aciers connus à cette date. L'intérêt est tel que des recherches sont entreprises et aboutissent à trouver des aciers spéciaux résistants à la corrosion.

L'exploitation du gisement démarre en 1957.

Les ressources sont estimées à 200 milliards de mètres cubes.

Les avantages tarifaires consentis entraînent l'implantation à proximité immédiate d'un complexe pétrochimique (Aquitaine, Chimie, Azolacq, Acetalacq, Vinylacq, Methanolacq) ainsi qu'une usine d'aluminium (Pechiney) qui nécessite la construction d'une centrale E.D.F. consommant 2 millions de mètres cubes de gaz par jour.

L'excédent de production n'est pas utilisé à développer une industrie régionale mais est expédié par pipe-line vers Paris et la région lyonnaise pour la consommation domestique et industrielle.

Simultanément, se développe toute une série de petites entreprises sous-traitantes : bâtiment, métallurgie, sociétés de services.

Dans le style de Sarcelles

La mise en exploitation du gisement provoque un gigantesque afflux de main-d'œuvre. Les pay-

sans de la région, qui vivaient difficilement de la culture du maïs sur leur petit lopin de terre, vont travailler à l'usine en conservant leur travail de la terre comme appoint.

Comme il faut loger toute cette population, une ville nouvelle est créée à Mourenx (8 km de l'usine de Lacq), de toutes pièces, dans le même style que Sarcelles. La création de Mourenx-Ville Nouvelle est le fait du refus des notables locaux en poste dans les municipalités environnantes de voir s'installer chez eux une masse de travailleurs mieux payés que ceux qu'ils employaient dans leurs petites usines en tant que patrons. Il était indispensable pour eux, afin de préserver leurs pouvoirs locaux, de parquer toute cette masse de travailleurs venant d'ailleurs avec leurs expériences des luttes ouvrières.

Parallèlement la stricte infrastructure nécessaire était mise en place aux frais des collectivités locales par le truchement des impôts locaux (écoles, routes...).

En 1968 l'exploitation du gisement atteint son maximum : six milliards et demi de m³ de gaz par an ; environ 50.000 personnes, de Pau à Bayonne, vivent directement ou indirectement du complexe de Lacq.

Au premier rang du chômage

En septembre 1970, la S.N.P.A. cède 50 % des actifs de sa filiale Aquitaine - Organico au groupe C.F.P. (65 % de capitaux privés).

450 travailleurs du secteur chimie de la S.N.P.A. vont passer du contrat de travail S.N.P.A. à un contrat basé sur la convention collective chimie, nettement moins avantageux que celui dont ils bénéficient encore.

Les premières mutations ont lieu. Ce sont de véritables transplantations géographiques puisqu'elles déplacent les travailleurs de Lacq à Gonfreville (Normandie) ou à Feyzin (près de Lyon).

Dans les entreprises annexes du complexe on licencie massivement.

Sans compter les nombreux cas individuels dont tout le monde est d'accord pour ne pas parler.

En résumé, le département des Pyrénées-Atlantiques a le triste privilège d'être au premier rang du nombre des demandes d'emploi non satisfaites (74 % de plus que la moyenne nationale).

Les fausses réponses

Par l'intermédiaire de la création d'une société nationale, c'est-à-dire en prenant les fonds nécessaires aux investissements de départ sur les fonds de la collectivité, le capitalisme a exploité les richesses du sous-sol d'une région. Il a déplacé la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation, rallié la bourgeoisie locale en lui laissant le « bouclier économique » constitué par les petites entreprises sous-traitantes appelées les premières à disparaître lors de la fin de l'exploitation.

Le pillage de la région béarnaise touche à sa fin (épuisement du gisement au rythme de production actuelle vers 1980), le processus inverse est commencé.

La concurrence internationale nécessite la recherche du profit maximum : il est plus intéressant de faire ailleurs (Gonfreville et Feyzin) ce qui se fait à Lacq.

Escamotant le problème des luttes concrètes pour la défense des travailleurs du complexe de Lacq, le P.C.F. trouve là le terrain idéal pour développer sa stratégie de démocratie avancée : rallier les couches bourgeoises et petites bourgeoises sur leurs propres intérêts et non sur des intérêts de classe autour d'un hypothétique succès électoral en mars 1971. Simultanément, les instances syndicales regroupées dans un pseudo-mouvement unitaire se contentent d'accumuler les entrevues avec la direction, les notables locaux (conseil général, élus locaux), la préfecture, la direction des carburants... La seule action notable en direction des travailleurs consiste en des réunions d'information au niveau des Unions locales et départementales.

Quelles propositions ?

Les propositions que doivent faire les militants révolutionnaires pour être unifiantes ne doivent pas se limiter au seul cadre S.N.P.A. Le problème est à l'échelon du complexe, les travailleurs doivent y apporter une réponse collective.

Le point à la fois fort et faible du capitalisme à Lacq est la production du gaz.

Ce qui signifie concrètement que pour tout licenciement dans le complexe, pour toute mutation à la S.N.P.A. la réponse des travailleurs du complexe doit être : assemblée générale des travailleurs en grève ; contrôle de la baisse de production du gaz par ces même travailleurs.

P.U.F. : bilan d'une grève

Après trois semaines de grève, 52 travailleurs des Presses Universitaires de France (entreprise d'édition et de librairie, qui groupe 170 employés, et qui a une imprimerie à Vendôme) ont repris victorieusement le travail le 9 novembre. Ils ont obtenu :

- un plancher de 70 F à la hausse de 3,5 % décidée pour toute l'édition ;
- pas de salaire inférieur à 1.100 francs ;
- avantages non contractuels (primes à la tête du client) intégrés au salaire, donc versés en cas de maladie ;
- une mutuelle dans l'entreprise ;
- l'amélioration des conditions d'hygiène ;
- le paiement de trois jours de grève ;
- aucune sanction pour fait de grève ;
- les délégués seront informés préalablement des blâmes, et pourront ainsi défendre les employés devant la direction et mobiliser le personnel.

Les raisons du succès

- Une lutte menée de façon démocratique :

Un seul syndicat dans l'entreprise : la C.F.D.T.

Peu de syndiqués, mais de nombreux grévistes non syndiqués.

Un comité de grève désigné par les travailleurs, qui le contrôlent chaque jour en assemblée générale.

- Les grévistes comptent sur leurs propres forces pour s'organiser.

Soutien financier, hélas insuffisant, du syndicat de l'édition C.F.D.T.. Absence de la C.G.T.

Les grévistes organisent eux-mêmes des brigades qui distribuent des tracts d'information dans toutes les maisons d'édition.

- La grève est minoritaire : aussi faut-il paralyser l'entreprise (les dépôts d'approvisionnement sont bloqués et gardés jour et nuit), tout en se conciliant la neutralité bienveillante des non-grévistes (qui veut travailler travaille). Ainsi, à la librairie, les non-grévistes sont à leur poste ; mais les grévistes demandent aux clients de ne pas acheter, et de les soutenir : la vente journalière tombe de 1.000 à 100 bouquins, 1.000 F sont récoltés chaque jour dans les troncs placés devant les caisses. Aussi la direction ferme-t-elle la librairie.

La liaison étudiants-travailleurs

Des camarades de Saint-Louis, d'Henri-IV, soutiennent la lutte sur leur lycée.

Le comité de grève prend ensuite contact avec le comité de lutte d'Assas qui explique les raisons politiques de son soutien.

Dès lors, le comité de lutte informe les étudiants de la grève des P.U.F., collecte, etc. Le soutien financier se généralise dans les « restau-U » et les facultés (Vincennes, Beaux-Arts, Censier, Dauphine...). Les étudiants renforcent les piquets de nuit et les brigades d'intervention sur les maisons d'édition. Trois étudiants du comité de lutte participent aux assemblées générales des grévistes après un vote sur ce point.

Plus tard, les chercheurs et les enseignants progressistes apporteront aussi leur soutien.

Les faiblesses du mouvement

- Les limites de la démocratie

Le comité de grève s'est auto-désigné, sans réelle élection ; au bout de dix jours environ, un courant défaitiste s'est manifesté en son sein.

Ce comité était tourné bien plus vers la négociation que vers l'organisation des luttes.

A deux reprises, il décida d'actions sans consulter l'Assemblée générale.

Et ce furent deux erreurs :
— suspension de la distribution de tracts, « pour ne pas braquer le patron avant une réunion avec lui » ;
— envoi de deux camarades non mandatés, parmi les moins combattifs, à une réunion à la place du comité de grève, sous prétexte qu'« ils plairaient peut-être plus au patron ».

Incapacité du comité à préparer les assemblées générales, c'est-à-dire à présenter un rapport donnant tous les aspects de la question (situation du rapport de forces, proposition d'initiatives pour améliorer et amener les grévistes à s'exprimer au lieu de laisser parler les phraseurs habituels).

- L'organisation reposait sur un petit nombre de camarades, incapables de déléguer des tâches à l'ensemble des grévistes. Ils ne pouvaient être présents aux assemblées générales, qui reflétaient davantage, ainsi, l'esprit défaitiste que la combativité.

Signer ou continuer

L'ensemble des revendications n'a pas été satisfait. Il nous semble pourtant juste d'avoir signé cet accord. En effet, on se heurte à la contradiction suivante :

- d'une part, la situation devient catastrophique pour le patron : ventes manquées en pleine période de rentrée universitaire, plusieurs millions de perte par jour, stocks de province épuisés, emprunt de 120.000 F aux Presses de la Cité.

Le soutien aux grévistes devient plus important et promet de s'étendre encore (collecte effectuée aux compteurs de Montrouge, projet d'extension sur l'ensemble des grosses entreprises de la région parisienne).

Pour les grévistes, objectivement, la situation devient excellente.

- d'autre part, il est évident que le mouvement de grève, du fait des faiblesses que nous avons mentionnées, sera incapable d'exploiter la situation.

Devant le risque de déroute du mouvement, signer permettait de rentrer victorieux sur un certain nombre de points importants aux yeux du personnel, en ayant fait céder le patron sur les principes : paiement de jours de grève, con-

trôle des blâmes, augmentation non hiérarchisée, en gardant les forces intactes, avec l'idée que la reprise n'est qu'une pause et que la lutte continue.

Pour continuer...

C'est la faiblesse du noyau dur, révélé dans la lutte, qui l'a empêché de mener l'ensemble du mouvement de grève à la victoire complète.

Ce noyau doit prendre en main la poursuite de l'action aux P.U.F. :

- travail auprès des non-grévistes,
- assemblées générales élaborant la nouvelle plate-forme de revendications à partir du bilan de la grève,
- leçons des actions menées dans les autres maisons d'édition,
- popularisation de la grève de Paris à l'imprimerie de Vendôme,
- explication du combat anti-hiérarchique réel : différence entre ce qui a été obtenu - plancher à une augmentation hiérarchisée - et la division de l'augmentation globale par le nombre de salariés ;
- soutien aux luttes qui déjà se dessinent dans d'autres maisons (Hachette, Larousse, Bordas, Albin-Michel, Forum). □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6	
— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F
	Prix réel :
	112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

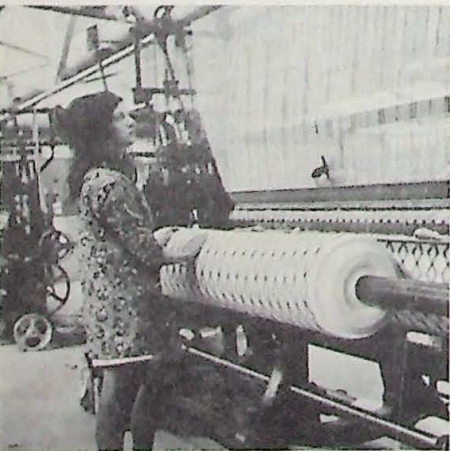
● P.T.T.

A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. des grèves se sont déroulées dans les centres de tri au cours de la semaine dernière. Peu suivis au début de la semaine, les arrêts de travail ont pris une certaine ampleur sur la fin. Les travailleurs des P.T.T. mettent en avant l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, le repos hebdomadaire, une prime pour le travail de nuit. F.O. ne s'est pas associée à la grève. D'ailleurs, l'attitude de cette fédération ne semble pas satisfaire un certain nombre de ses adhérents. Dans plusieurs centres de tri on observe que des travailleurs adhérents à F.O. quittent ou menacent de quitter cette organisation.



● Banque

Le profit des banques ne va pas aux travailleurs, les employés de la CREDICO en font la triste expérience. La direction a décidé de ne pas leur verser leur quinzième mois de salaire. Aussi à l'appel de la C.G.T. et de la C.G.C. une grève s'est-elle déclenchée le 19 novembre dernier.



● Chez les dockers

Il existe un projet gouvernemental qui vise à livrer au secteur privé les activités de chargement et de déchargement des navires. Les dockers sont inquiets pour leur avenir. Depuis le mois de septembre ils mènent une lutte très dure en refusant notamment toutes les heures supplémentaires. Ils sont 17.000 et le 23 novembre ils ont paralysé l'activité des ports par une grève de 24 heures.



● Vosges

En coupant l'alimentation électrique des usines Perrin, les grévistes ont enfin contraint la direction à se manifester. Elle vient tout simplement de citer devant les tribunaux quatre travailleurs « pour atteinte à la propriété privée (ce qui est plutôt flatteur) et à la liberté du travail » (ce qui ne manque pas d'humour dans une région où le patronat ne se gêne pas pour procéder à des licenciements massifs).

● Rhône-Poulenc

Depuis la fin du mois d'octobre, les travailleurs du trust Rhône-Poulenc poursuivent une action revendicative très dure dans le but d'obtenir des négociations sur les salaires et leur hiérarchie, et sur les conditions de travail.

Des grèves tournantes ont eu lieu à Roussillon et à Elbeuf, une grève de plus de dix jours à l'atelier Phénol de Roussillon, des grèves de 24 heures dans d'autres usines. Le 26 novembre dernier l'ensemble des travailleurs a manifesté son mécontentement et sa détermination au cours d'une journée d'action.

La direction du trust refuse toujours la discussion et va même jusqu'à décider le lock-out de certaines usines. Les travailleurs de la chimie des U.S.A., de Grande-Bretagne et d'Italie envisagent d'exprimer concrètement leur solidarité à leurs camarades français. Verra-t-on une internationalisation du conflit ?



● Kléber-Colombes

Les travailleurs de l'atelier de « mélange » ont décidé mercredi dernier de se mettre en grève pour cinq jours. Depuis bien longtemps ils essaient d'obtenir de meilleures conditions de travail et des salaires comparables à ceux des autres secteurs de l'entreprise.



● Contrôle ouvrier

Les travailleurs de la SAFE (acières) à Metz ne veulent pas passer d'un système d'horaires discontinu à un système continu sans obtenir une compensation de salaires. Aussi se sont-ils mis en grève.



● Jeunes travailleurs

900 jeunes travailleurs de chez Peugeot ont décidé de boycotter les cantines de leurs foyers qui sont gérées par le patron. Celui-ci a réagi aussi vite en augmentant les prix des repas, sans en améliorer la qualité, et en décidant le lock-out des employés des divers centres.

Sur le front des luttes

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

- un an : 43 F,
- un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— **ABONNEMENT D'UN AN A 43 F**
Un livre (au choix) :

- Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.
- La C.G.T., par André BARJONET.
- Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

- Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— **ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F**

Un livre (au choix) :

- Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).
- L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).
- La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

Un disque :

- Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

Luttes internationales

Guinée

L'invasion portugaise

Le Front Portugal Libre a des témoins sur la participation du gouvernement fasciste portugais dans la préparation et direction de l'invasion de la Guinée (Conakry). En réalité, il y a un an environ que le gouvernement de Lisbonne a fait appel à certains éléments de l'armée qui combat en Angola, Mozambique et Guinée, pour participer dans les combats contre Conakry.

Nous le déclarons sur notre honneur. Par exemple : Partie des troupes qui ont participé à l'invasion ont été entraînées à Nanguangolo (Muela) Mozambique. Les invitations ont été faites à la fin de 1969 aux troupes qui terminaient leur service, en leur offrant 200 % plus d'argent qu'elles gagnaient en service aux colonies.

Iran

21 arrestations

L'Union des Etudiants Iraniens en France tient à vous informer du procès de 21 patriotes iraniens arrêtés par la police politique iranienne (SAVAK), il y a dix mois.

Parmi ces 21 patriotes, citons : Paknejad, Bataï, Rahim-Khani, Saboury, Achrafi, Kakhsaz, Salamat Randjbar, Moghadam, Solhdoust, Soltanzadeh, Chalgouni Mohammad Réza, Chacouni Braham.

Le régime antidémocratique de l'Iran n'a pas publié, comme à son habitude, la nouvelle de cette arrestation.

Aussi, apprenons-nous que ces patriotes ont été accusés d'avoir tenté de rejoindre le mouvement de libération de la Palestine, et c'est pour cette raison qu'ils sont sauvagement torturés.

Nous avons également appris que la peine de mort a été requise à l'encontre de Paknejad, Bataï, Saboury et Rahim-Khani, et de lourdes peines de prison pour les autres accusés.

Etant donné la situation extrêmement critique dans laquelle se trouvent ces patriotes, nous demandons instamment à toutes les organisations et patriotes progressistes et démocrates, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver la vie de ces patriotes.

En particulier, nous leur demandons d'intervenir dans les plus brefs délais auprès des autorités iraniennes en exigeant :

- La publication de la date du procès des 21 patriotes,
- La publicité des débats,
- La possibilité pour des observateurs étrangers d'assister au procès.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
Le numero 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

16 - Les Travailleurs immigrés.

●
Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. 1.S. 58.26.65
Paris

**Sie können
Deutschland
verändern**

Machen Sie Schluß mit der großen Koalition

F.D.P.

Die Politik der F.D.P.

Für aktive und selbstbewußte Ostpolitik.
Für gesamteuropäische Sicherheitskonferenz.
Für Staatsvertrag mit der DDR-
gegen Alleinvertragsanspruch.
Für Wahl des Europa-Parlaments und Erweiterung
der EWG.
Für Wehrgerechtigkeit und 12 Monate Grundwehrdienst.
Für Bundeskultur-Ministerium, Offenes Schulsystem,
mehr Chancen durch berufliche Weiterbildung.
Für Mitwirkung der Betriebsangehörigen-
statt Funktions-Mitbestimmung von außen.
Für Vermögensbildung durch Teilnahme aller
am Wertzuwachs der Wirtschaft.

Allemagne Fédérale

Scrutin, pots de vins et balais de crins

Louis Henry

Le succès remporté par l'opposition chrétienne démocrate aux élections de la Diète provinciale de Hesse avec un gain de 13,3 % et 46 mandats au lieu de 26 se trouve confirmé par l'ascension en Bavière de la C.S.U. (l'aile bavaroise de la C.D.U.). En 1970, la formation de Strauss recueille 8,3 % de voix de plus qu'en 1966, c'est-à-dire 56,4 % et accueille 14 députés supplémentaires, soit au total 124. Si les libéraux se maintiennent dans les deux Länder (10,1 % en Hesse et 5,5 % en Bavière) et parviennent à collectionner une dizaine de sièges, force

nous est de reconnaître que les social-démocrates voient fondre régulièrement leurs voix. Entre les deux votes des parlements de province : 5,1 % de perte en Hesse et 2,5 % en Bavière.

Entre la dernière consultation provinciale et les législatives de 1969 : même rythme décroissant. Le N.P.D. (néo-nazi) avec 3 % en Hesse et seulement 2,9 % en Bavière n'est plus représenté dans ces länder... mais où sont allés ses bulletins ? Si les nostalgiques de la manière forte (et bête) ont très bien pu trouver refuge dans la démocratie chrétien-

ne façon bavaroise du belliciste Strauss, ennemi juré de l'« Ostpolitik » (*), il n'est pas dit que leurs convictions poujadistes ne les aient pas déterminés à tâter la F.D.P. C'est même ce que prétendent les experts en arithmétique parlementaire. Quoi qu'il en soit, l'étroite majorité dont dispose la coalition S.P.D.-F.D.P. pose des problèmes pour l'avenir et la prochaine consultation de 1973.

Un absentéisme inattendu

Autre considération à dégager des deux scrutins : Strauss sort renforcé de son utilisation de la démagogie nationaliste et conservatrice et il n'est pas exclu que ce succès cause déjà des tourments non seulement au pouvoir actuel mais encore pour le futur à certains leaders C.D.U. L'affaire des « Cercles d'amis C.S.U. » bien implantés dans les grandes villes — et non pas seulement en Bavière — est une preuve de la méfiance. En cas de naufrage social-démocrate à la suite de revers économiques ou de déconvenues dans l'« Ostpolitik », on imaginerait volontiers une aventure droitiste Strauss, ce qui mettrait fin aux complications de la co-gestion et de la participation aux bénéfices des travailleurs allemands. Sans compter que la démocratie chrétienne — bavaroise ou non — pourrait aussi prendre la succession de l'ouverture à l'Est, après sa mise sur rails par la social-démocratie. Ce n'est pas d'hier qu'on définit cette dernière comme l'éternelle infirmière dévouée et attentive au chevet du capitalisme malade.

Pendant ce temps, les ouvriers des usines Wotan de Düsseldorf ont eu tout loisir pour méditer sur les bonnes intentions de leur directeur Henry Sonnenberg, industriel américain et souverain maître sur ce coin de paradis de la machine-outil.

Une réglementation ingénieuse vient d'être publiée qui prévoit une retenue de 1 % par journée d'absence sur les gratifications de Noël pour tous les membres du personnel ayant été malades plus de 5 jours dans l'année. Selon le fondé de pouvoir, le Dr Rolf Piekenbrink, l'importance de l'absentéisme-maladie a été tel, qu'il fallut bien trouver de nouveaux critères pour réunir les fonds suffisants correspondant aux gratifications de fin d'année. « Le plus tu es malade, le moins tu touches. »

Mais au fond, n'est-ce pas logique directe à partir du moment où l'on supporte de vivre du profit et de la plus-value ? C.Q.F.D. ! Conséquence imprévue : un autre absentéisme. Pour fait de grève, celui-ci, et avec la bénédiction du conseil d'entreprise. Proportion effective de grévistes : 30 %.

Dans la lie

Tandis que le gouvernement Brandt s'affairait avec son ouverture à l'Est et que les élections provinciales mobilisaient l'opinion, une curieuse affaire se tramait dans l'ombre : Mende (aile droite libérale) et Zoglmann (même tendance et ancien nazi) jouaient les transfuges en direction de la C.D.U.-C.S.U. Gros émoi à cause de la majorité gouvernemen-

tale étriquée au parlement. Un troisième F.D.P. flaire quelque chose de louche et entre en contact avec Strauss et Stücklen (C.S.U.), joue les vendus et reçoit bel et bien l'assurance — mais oui ! — d'une future députation dans une circonscription plus stable et d'un poste important de conseiller à l'entreprise Beyer. Montant du salaire : 400.000 DM.

Après quoi, Geldner fit savoir à ses hommes de contact que la pseudo entrée en matière — et en démocratie chrétienne — n'avait d'autre but que celui d'éprouver la santé et la pureté de ces messieurs. Si les dignes tenants de la C.D.U.-C.S.U. ont trouvé la plaisanterie mauvaise, MM. Mende et Zoglmann ne l'ont pas davantage appréciée — et pour cause. Pour le cas où les lecteurs de « T.S. » nous soupçonneraient d'ajouter trop de foi aux histoires de pots-de-vin et de nous complaire dans la lie, il ne leur resterait qu'à vérifier les faits dans la presse quotidienne non engagée. Ça ne fait rien... qui l'eût dit ? Mais MM. Kiesinger et Barzel, si besoin est, parviendront bien à faire accroître aux benêts que tout cela est édicté pour la bonne cause.

« Et si Brandt allait jusqu'à nationaliser l'économie allemande et s'entendre avec les Soviets ? »... « Votez C.D.U.-C.S.U., nous ferons le reste. » Effectivement, après les social-démocrates, pourquoi pas de nouveau les chrétiens démocrates et ainsi de suite ? L'ouvrier allemand n'est pas encore sorti de l'auberge ! □

(*) Ostpolitik : Politique à l'Est.



M. Strauss

Quelle démocratie prolétarienne ?

Gérard Féran

Nous manquons de documents pour analyser la Révolution culturelle chinoise. Entre les analyses des prétendus « sinologues » occidentaux préoccupés de nous présenter la Chine en proie à la guerre civile, et le triomphalisme d'usage chez les groupes maoïstes, il n'y avait rien, ou presque. Aussi le livre de Jean Daubier, « Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine » comble-t-il une lacune (1). Parce qu'il a travaillé en Chine comme traducteur durant toute la Révolution culturelle, parce que son métier l'a mis en rapport avec toutes les catégories de la population, l'auteur était bien placé pour faire ce travail. Et ce n'est pas son choix explicite en faveur de la ligne politique de Mao Tsé-toung, qui peut entamer la valeur de cet ouvrage. Nous laisserons sur ce point aux chantres de « l'objectivité » le soin de faire la fine bouche !

Ce livre se présente sous deux aspects. C'est d'abord une thèse : Mao Tsé-toung n'a jamais perdu le pouvoir en Chine, la Révolution culturelle ne fut pas pour lui le moyen de gagner une majorité, mais simplement de l'élargir et de la consolider. C'est ensuite, et c'est ce qui nous intéresse ici,

une analyse des origines de la Révolution culturelle, et une réflexion sur ses apports au mouvement communiste international.

exagérée. S'il est indiscutable que tous les objectifs visés n'ont pas été atteints, il reste que l'existence des communes populaires créées



Mao n'a jamais perdu le pouvoir

Daubier fonde son refus des théories suivant lesquelles Mao aurait perdu le pouvoir en 1959, sur les arguments suivants :

- L'idée de l'échec total du grand bond en avant est

à l'époque demeure aujourd'hui « vivante, solide et efficace ».

- Si Mao Tsé-toung avait réellement été mis en minorité en 1959, il n'aurait pu faire prévaloir ses vues sur le socialisme et la lutte de classes qui ont pourtant été reprises par le Comité central du P.C.C. entre janvier et août 1962. Il n'aurait pas pu, privé de pouvoir, lancer le vaste mouvement d'éducation socialiste en 1963, prélude à la méthode de la Révolution culturelle. Enfin et surtout, on voit mal pourquoi le P.C. chinois aurait adopté entre 1962 et 1964 sa position de rupture vis-à-vis de l'U.R.S.S. s'il avait été mis en minorité.

- Quant au remplacement de Mao par Liou Chao-chi au poste de Président de la République, il ne signifie rien d'après Daubier, puisque cette fonction est purement honorifique dans les pays communistes.

Conclusion de cette argumentation : Mao n'a jamais perdu le pouvoir mais il ne disposait jusqu'en 1967 que d'une mince majorité l'empêchant ainsi de mener efficacement le combat contre Liou Chao-chi et ses partisans.



Pourquoi la révolution culturelle

Un tel débat historique resterait cependant pour nous sans intérêt si, au-delà du maintien au pouvoir de Mao Tsé-toung, n'apparaissent pas des questions capitales sur cette expérience particulière de transition vers le communisme que la Chine a entreprise. Pour nombre d'entre elles, ces questions nous semblent rester sans réponse. Mais les apports de la Révolution culturelle, mis en évidence par Daubier, ne peuvent être sous-estimés ! L'originalité de l'expérience chinoise se situe, en effet, à trois niveaux : les rapports de production, le problème du pouvoir politique, la lutte idéologique.



critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

Critique de la division sociale du travail

Disons tout de suite qu'en ce qui concerne les rapports de production, nous restons avec Daubier sur notre faim, comme c'est le cas d'ailleurs pour la plupart des analyses maoïstes. Est-ce parce que l'auteur considère qu'il s'agit là d'évidences ou parce qu'il est plus intéressé par le phénomène de lutte idéologique ? Toujours est-il qu'il faut avoir l'œil exercé pour glaner quelques renseignements sur la situation de la classe ouvrière et paysanne, sur les rapports ville-campagne, ou sur l'état de développement des forces productives en Chine. Il faudra sans doute attendre d'autres études pour le savoir.

C'est donc davantage à titre allusif que la Révolution culturelle nous est présentée comme bouleversant les rapports de production. Son principal intérêt est de considérer la lutte contre la division sociale du travail comme prioritaire dans une phase de transition vers le communisme. Le refus du type d'accumulation traditionnel du capital dans les pays socialistes, la volonté de ne pas aggraver par une priorité à l'industrialisation le décalage entre villes et campagnes et surtout la lutte contre la division du travail manuel et intellectuel sont incontestablement d'un grand intérêt et renouvellent en partie les analyses de Marx, Lénine et Trotsky sur les étapes de transition. De plus, la critique de la fonction sociale de l'enseignement, conçu comme une activité autonome, peut être particulièrement riche pour l'ensemble des révolutionnaires, car elle est moins marquée que d'autres par des caractéristiques spécifiquement chinoises, comme c'est le cas dans les rapports ville-campagne, par exemple. Le fait que la Révolution culturelle ait débuté par la critique d'une pièce de théâtre, que ses protagonistes furent des lycéens et des étudiants, et que ses premières cibles furent des tenants d'une pédagogie traditionnelle prouve à quel point ce phénomène fut marquant dans l'expérience chinoise.



La question du pouvoir

La critique des rapports dirigeants-dirigés constitue sur le plan politique la seconde caractéristique de la Révolution culturelle. La Chine a absorbé sans doute ici la plus grande difficulté du mouvement communiste. Comment éviter que le Parti Communiste se transforme en un appareil bureaucratique et donne naissance à une nouvelle couche de privilégiés ? Par son fameux mot d'ordre : « On a raison de se révolter » Mao Tsé-toung a ouvert la voie à une critique des cadres du Parti par les masses, ébauchant ainsi des formes nouvelles de démocratie populaire. Et cette tentative va sans doute plus loin à bien des égards que l'explication trotskyste de la bureaucratie considérée d'abord comme le résultat d'une relative pénurie.

Mais l'apport chinois s'arrête là. Tout se passe en effet, comme si la Révolution culturelle avait été davantage une gigantesque éducation socialiste que l'amorce d'une réelle démocratie de masse. Cet échec, nous semble-t-il, est double : il est théorique et historique.

Théorique, car au moment où l'on pouvait s'attendre à ce que soit enfin posée dans toute son acuité la question du pouvoir politique, en système socialiste, celle du rapport du Parti aux masses, celle même de la validité du Parti unique, celle des divergences politiques qui peuvent exister au sein du prolétariat, bref toutes les questions restées en suspens depuis, que faire ?

On nous sert en guise de réponse une espèce d'accommodement bâtard entre le centralisme et la démocratie de masse.

Qu'on en juge : voici comment Daubier analyse le

retour au centralisme en mars 1967 : « En février 1967, les excès de la démocratie de masse ayant donné naissance au spontanéisme, devaient à leur tour être corrigés par le rétablissement d'une certaine dose (sic) de centralisme. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que l'exercice de la démocratie par les masses était déterminée par un critère de référence absolu, le soutien ou le désaveu de Mao lui-même. Exagération ?

Il suffit de constater comment se sont terminées les deux plus grandes crises de la Révolution culturelle pour constater sur ce point les déviations de cette nouvelle démocratie de masse.

Mao dut, en effet, intervenir personnellement dans deux cas pour authentifier les « vrais révolutionnaires ». La première fois contre un mouvement réactionnaire, le « Million du Héros », qui avait dupé les masses en se proclamant révolutionnaire. La seconde fois contre les « enragés » ultra-gauchistes qui s'en étaient pris à Chou En-laï lui-même. Le problème ici ce n'est pas de savoir si Mao avait raison ou non dans les deux cas, mais c'est que c'est lui, ou dans des cas moins graves le Comité central, qui constitue le critère dernier permettant de juger qui est révolutionnaire et qui ne l'est pas. Et Daubier met ici sur le compte du « tempérament chinois » le renversement des rôles entre Parti et masses : « Mao, dit-il, s'écartait pour donner un champ d'extension aux conflits et revenait ensuite résoudre le problème avec toute son autorité morale et politique. » Et c'est la même théorie qui sert à justifier l'absence de convocation du congrès du P.C. chinois pendant 13 ans. La raison, nous dit l'auteur, en est évidente : « Les divisions pro-

fondes qui affectaient ses organes dirigeants n'eussent pas permis l'adoption massive d'une ligne politique révolutionnaire. Avant 1969, un congrès aurait probablement révélé des désaccords sensibles. » !

Mais l'exemple le plus frappant des limites de la Révolution culturelle est sans doute celui du rôle de l'armée. Alors que la lutte des classes se déroulait partout dans le pays, elle constituait un corps à part qui était censé y échapper. Daubier en donne la raison :

« Si elle s'était divisée en deux tendances, comme la classe ouvrière et les étudiants en certaines zones, aucun garde-fou n'aurait subsisté devant le désordre. » L'armée, ajoute en effet l'auteur, était devenue au moment de la désorganisation du parti due à la critique de ses cadres « l'élément clé du pouvoir d'Etat et la seule force organisée demeurée stable dans l'instabilité du mouvement ».

Voilà pourquoi le mort d'ordre « contre la poignée de révisionnistes dans l'armée faillit entraîner le pays dans un profond désordre. Si les soldats entreprenaient de discuter pour savoir qui était ou n'était pas révisionniste dans l'armée, celle-ci risquait de se scinder en fractions. De plus, suggérer qu'il y avait des révisionnistes dans l'armée, pouvait réduire son prestige et son autorité morale » (p. 209).

Si Jean Daubier ne nous avait pas initialement prévenu de son soutien à la ligne de Mao Tsé-toung, nous aurions été particulièrement méfiants devant de telles analyses. Mais si ce qu'il dit est vrai, il faut en tirer toutes les conclusions. La Révolution culturelle a été un grand mouvement d'éducation socialiste. Mais elle n'a pas ouvert de nouvelles perspectives à la démocratie du peuple lui-même. On est tenté de croire en fermant le livre de Daubier que le maoïsme, après avoir sous-estimé ce qu'il y a de meilleur dans la tradition marxiste, l'analyse des rapports de production, en a finalement repris les déviations les plus contestables. La subordination en dernière instance des masses au Parti et à son chef. □

(1) J. Daubier : Histoire de la Révolution culturelle prolétarienne en Chine. Cahiers libres - Maspero.



Planchon interdit à Nancy

Jacques Florent

Roger **Planchon** et le Théâtre de la Cité de **Villeurbanne** ne sont pas venus à **Nancy** présenter « L'Infâme » les 20 et 21 novembre. Le sénateur-maire de **Nancy**, M. Marcel **Martin** (centriste) et le Conseil de municipalité (où siège M. Gérard **Cureau**, secrétaire de la Fédération du parti socialiste de Meurthe-et-Moselle) le lui ont interdit.

« L'Infâme » a été inspirée à Roger **Planchon** par l'affaire du curé d'**Uruffe**, petit village de Meurthe-et-Moselle. En 1956, le prêtre desservant ce village avait tué sa maîtresse et l'enfant qu'elle allait mettre au monde.

Les raisons invoquées par le maire de Nancy sont d'ordre moral (le procès du curé d'**Uruffe** s'est déroulé à Nancy en 1958). En réalité, le maire de Nancy a cédé à des préoccupations électorales. L'U.D.R. avait entrepris des démarches pour que la pièce de **Planchon** soit interdite. La décision de M. Marcel **Martin** lui donne satisfaction. Ne dit-on pas que, au nom de « l'ouverture » l'U.D.R. et les Républicains Indépendants ne présenteraient pas de liste contre M. Marcel **Martin** lors des prochaines élections municipales. Il est vrai que rien ne distingue M. Marcel **Martin** d'un membre de la majorité.

Cette affaire a suscité deux réactions qu'il faut souligner :

- A Nancy, seize associations, partis et syndicats dont le P.S.U., le P.C.F., la C.F.D.T., la C.G.T. et la F.E.N., ont dénoncé cette censure municipale : vingt mille tracts, une réunion publique avec présentation des films de Roger **Louis** (« Certifié exact ») sur le théâtre et l'information.

Le Parti Socialiste (**Savary**) n'a pas signé le texte de protestation et ne s'est pas associé aux actions de protestation. Sa participation à la liste « Nancy-Capitale » (Marcel **Martin**) le situe bien à droite, ce que l'on savait déjà au niveau des options économiques, mais aussi lorsqu'il s'agit de la défense des libertés.

- Dans le monde du théâtre, cette censure a été vivement ressentie. Roger **Planchon** estimant qu'il y avait censure et rupture de contrat a refusé de présenter « **Bérénice** » les 13 et 14 novembre à Nancy. Les troupes — Théâtre de la Bruyère et Théâtre Montparnasse — sollicitées pour remplacer le Théâtre de la Cité de Villeurbanne et garantir aux abonnés le nombre de représentations annoncées ont refusé de venir à Nancy.

Roger **Planchon** ne dissimule pas que cet incident lui paraît grave. « **La censure municipale n'existait pas jusqu'alors. Il y avait là comme un refuge de la liberté. Après la décision du maire de Nancy, la censure municipale est établie. Le maire fait, en quelque sorte, son entrée dans la critique artistique.** »

**

Centristes (**Martin**) et socialistes (**Cureau**) ont porté atteinte à la liberté d'expression à **Nancy**, cédant aux manœuvres de l'U.D.R. Un maire n'est pas investi pour juger ou guider les goûts de ses concitoyens dans le domaine théâtral, ou dans un autre secteur culturel.

Deux thèmes de réflexion à quelques mois des prochaines élections municipales. □

Le calendrier des Assemblées Régionales

Région parisienne : 5 et 6 décembre (1^{re} séance le 5 à 9 h).

Bourse du Travail, rue Marius-Aufan, métro Pont-de-Levallois, Levallois-Perret (92).

Sud-Ouest : 6 décembre.

Centre Social, 2, place du Béarn, Mourenx (64).

Franche-Comté - Bourgogne - Vosges - Alsace : 6 décembre.

A Sochaux-Montbéliard (25).

Nord-Picardie : 6 décembre.

A Clairemarais (Pas-de-Calais).

Normandie : 6 décembre.

A Caen (Calvados).

Rhône-Alpes : 5 et 6 décembre. A Lyon (Rhône).

Pays de Loire : 13 décembre. A Nantes (Loire-Atlantique).

Bretagne : 12 et 13 décembre. A Pontivy (Morbihan) ou Quimper (Finistère).

Sud-Est : 12 et 13 décembre. A Avignon (Vaucluse).

Centre : 12 et 13 décembre. A Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Réunions

- La prochaine réunion de la commission nationale Recherche aura lieu le 12 décembre 1970 à 9 h 30, 81, rue Mademoiselle, Paris 15.

L'ordre du jour de la journée sera le suivant :

- Information rapide sur l'état des luttes dans les divers organismes.

- Discussion et adoption d'une plate-forme d'action.

- Mise sur pied d'une meilleure coordination entre les diverses sections d'entreprises.

- La maison des jeunes et de la culture de Fresnes, 2, av. du Parc-des-Sports, 94-Fresnes.

Présente dans la série :

« dialogue avec des responsables politiques et syndicaux »

Le vendredi 11 décembre 70 à 21 h
DEBAT LIBRE

sur le thème : « REFORME OU REVOLUTION ? »

avec Manuel Bridier, membre du B.N. du P.S.U.

- Un débat sur les luttes ouvrières et paysannes a lieu le vendredi 18 décembre 1970 à 21 heures à l'école des garçons, rue de la Reine-Henriette, 92-Colombes. Avec la participation de B. Lambert et A. Barjonet.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr. SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P., ou bien 60 F c/remb.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

HISTOIRE

- **LES BOURGEOIS CONQUÉRANTS**, Ch. Moraze, le XIX^e siècle, Ed. A. Colin, coll. Destins du monde, 504 pages, 1 vol. relié 51,00
- **L'AMÉRIQUE ET LES AMÉRIQUES**, Pierre Chanu, de la pré-histoire à nos jours, Ed. A. Colin, coll. Destins du monde, 432 pages, 1 vol. relié 72,20
- **GRANDS SECRETS, GRANDES ENIGMES**, Alain Decaux, Dix-sept grands mystères de l'histoire mondiale, Ed. Trévise, 1 vol. relié 95,00
- **LES GRANDS MYSTÈRES DU PASSE**, Alain Decaux, Quinze énigmes historiques, Ed. Trévise, 1 vol. relié 95,00
- **CHRONOLOGIE DES CIVILISATIONS**, Jean Delorme, P.U.F., 10.000 dates de l'histoire du monde, des pharaons à la conquête de la Lune, 1 vol. relié 50,00

Collection « 30 journées qui ont fait la France », éd. Gallimard, chaque volume relié :

- **LE MEURTRE D'ÉTIENNE MARCEL**, J. d'Avout 32,50
- **LE 18 BRUMAIRE**, Albert Ollivier 18,00
- **LA PROCLAMATION DE LA COMMUNE**, H. Lefebvre 31,10
- **LA FIN DE LA III^e RÉPUBLIQUE**, Em. Berl 30,00
- **LES RÉVOLUTIONS DU XX^e SIÈCLE**, Pierre Lepape, coll. « Le Point de la Question », de Lénine à Castro. Nombreuses illustrations, 1 vol. relié 38,00

MARXISME

- **ŒUVRES CHOISIES DE MARX-ENGELS**, Ed. de Moscou, en 3 vol. reliés, chaque 15,00
- **ŒUVRES CHOISIES DE LÉNINE**, Ed. de Moscou, en 3 vol. reliés,
tome I 14,00
tome II 12,70
tome III 12,70

GÉOGRAPHIE

VOYAGES

- **L'ASIE**, Pierre Pfeffer, Hachette coll. « Continents en Couleurs », 1 vol. relié 77,00
- **LE MAROC ETINCELANT**, Une invitation au voyage dans un pays enchanteur, Ed. Vilo, 1 vol. relié 65,50
- **LE JAPON DES RÉALITÉS**, 200 illustrations noir et couleurs, Ed. Vilo, 1 vol. relié 65,50
- **MEXIQUE**, L'inconnu et l'étrange sont à chaque pas, nombreuses illustrations, Ed. Delpire, 1 vol. relié 20,00

Avec vos vœux...

LITTÉRATURE

Les œuvres complètes des plus grands écrivains.

Chaque volume de 400 à 1.200 pages
Imprimé sur velin. Relié pleine toile rouge.

- **BAUDELAIRE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **CORNEILLE**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **LA FONTAINE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MARIVAUX**, théâtre, 1 vol. simple 20,00
- **MEMORIAL DE SAINTE-HELENE**, 1 vol. simple 20,00
- **MOLIÈRE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MONTAIGNE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **MONTESQUIEU**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **MUSSET**, œuvres complètes, 1 vol. double 30,00
- **PASCAL**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **RACINE**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **ROUSSEAU**, œuvres autobiographiques, 1 vol. simple 20,00
- **VIGNY**, œuvres complètes, 1 vol. simple 20,00
- **BALZAC**, la Comédie humaine, en 7 vol., chaque 20,00
- **FLAUBERT**, œuvres complètes, en 2 vol., chaque 30,00
- **STENDHAL**, romans complets, en 2 vol., chaque 20,00
- **V. HUGO**, romans complets, en 3 vol., chaque 20,00
- **E. ZOLA**, les Rougon-Macquart, en 6 vol., chaque 20,00

DICTIONNAIRES ENCYCLOPÉDIÉS

- **LE PETIT ROBERT**, dictionnaire de la langue française, 1 vol. relié 82,20
- **NOUVEAU DICTIONNAIRE DE CITATIONS FRANÇAISES**, 16.000 citations, 900 écrivains. Tchou éditeur, 1 vol. relié 49,00
- **DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES**, Ph. Van Thiegen, en 3 vol. reliés, l'œuvre de 20.000

écrivains de tous les pays du monde. Chaque vol. ... 55,00

- **L'ENCYCLOPÉDIE DU CINÉMA**, Ed. Bordas, 1 fort vol. relié 135,00

ARTS

- **L'ART EN ALSACE**, Hans Haug, coll. Arts et Paysages, Ed. Arthaud, 1 vol. relié 82,00
- **L'ART CATALAN**, Marcel Durliat, coll. Arts et Paysages, Ed. Arthaud, 1 vol. relié 63,00
- **PICASSO - DESSINS 1966-1968**, Charles Field, sélection des 50 meilleurs livres 1969, éditions du Cercle d'Art, 1 vol. relié 120,00
- **LA GRAVURE FRANÇAISE DU XX^e SIÈCLE**, Roger Passero, très beau volume illustré sur l'évolution et les procédés de la gravure qui met en valeur l'œuvre des grands maîtres, Bibliothèque des Arts, 1 vol. relié 124,00
- **LA RENAISSANCE**, pays par pays, artiste par artiste, cent hors-texte en six couleurs, Ed. Hachette, coll. « La peinture en Europe », 1 vol. relié 77,00
- **LA PEINTURE AU LOUVRE**, Ed. Somogy, coll. « Trésors des grands musées », 1 vol. relié, 34,80
- **LES PETITS MÉTIERS**, poésies pour tous, Jean Marcenac, E.F.R., 1 vol. relié 10,20

CURIOSITÉS

- **CANARDS DU SIÈCLE PASSE**, J.-P. Seguin, une collection rarissime de « canards » du XIX^e siècle reproduits en format original, Ed. P. Horay, 1 vol. relié 56,00
- **L'AVENTURE DE LA VOILE**, 1520-1914, Donald Macintyre, une vaste fresque de la navigation à voiles. Quatre siècles d'aventures sur toutes les mers du globe, éd. Albin Michel, 1 vol. relié 98,00

HUMOUR

- **DIX ANS D'HISTOIRE EN 100 DESSINS**, Moissan, le dessinateur bien connu des lecteurs du « Canard Enchaîné », 1 vol. 25,00

Pour les enfants

De 5 à 8 ans

Editions « L'école des loisirs »

- **FLEUR DE LUPIN**, 1 vol. 14,80
- **LE JUGE**, 1 vol. 14,80

De 8 à 10 ans

- **L'ENFANT ET LES SORTILÈGES**
Texte de Colette, Ed. Flammarion, 1 vol. 17,30

De 12 ans et plus

- **LES VIKINGS**, Ed. Hatier, 1 vol. 110,00
- **5.000 ANS DE PÉTROLE**, Ed. Hatier, 1 vol. 5,60

POUR ENFANTS ET ADULTES

- **PICASSO, LES ENFANTS ET LES TOROS DE VALLAURIS**, Texte de Jean Marcenac, 60 dessins d'enfants de Vallauris en 4 et 6 couleurs, 1 vol. pleine toile 60,00

Commandez-les à

Librairie de

tribune

socialiste

54, Bd Garibaldi, Paris-15
C.C.P. 58 26 65 Paris

- Règlement à la commande
- Envoi franco
- Remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.

Pour les gourmets

- **VIGNES ET VINS DE FRANCE**, J. Jacquelin et R. Poulain, 500 pages, 48 ill. hors texte, 76 photos, 1 vol. relié 48,10
- **LE DICTIONNAIRE DES FROMAGES DU MONDE**, Christian Plume, 700 variétés, 60 recettes, 1 vol. relié 40,40

...offrez des livres